

ANNÉE 1925

THÈSE

N^o 60

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1925

PAR

M. André DESCAMPEAUX, vétérinaire

né à Clermont (Oise), le 11 février 1890

DU RÔLE DES VÉTÉRINAIRES RURAUX

dans la renaissance et le progrès de la production animale.

JURY { *Président* : M. MÉNÉTRIER, professeur à la Faculté de Médecine.
 { M. NICOLAS } professeurs à l'Ecole Nationale Vétérinaire
 Assesseurs { M. DECHAMBRE } d'Alfort.

CLERMONT (Oise)

Imprimerie THIRON & Cie

3, Place Decuignières, 3

1925

ANNÉE 1925

N° 60

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1925

PAR

M. André DESCAMPEAUX, vétérinaire

né à Clermont (Oise), le 11 février 1890

DU RÔLE DES VÉTÉRINAIRES RURAUX

dans la renaissance et le progrès de la production animale.

JURY { *Président* : M. MÉNÉTRIER, professeur à la Faculté de Médecine.
 { M. NICOLAS } professeurs à l'Ecole Nationale Vétérinaire
 { *Assesseurs* } M. DECHAMBRE } d'Alfort.

CLERMONT (Oise)

Imprimerie THIRON & Cie
3, Place Decuignières, 3

1925

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE.

Directeur : M. E. NICOLAS.

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires ; P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.



PROFESSEURS

	MM.
Anatomie descriptive des mammifères domestiques.....	BOURDELLE.
Physiologie, thérapeutique générale, matière médicale.....	MAIGNON.
Physique et chimie médicales, toxicologie, pharmacie.....	NICOLAS.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique ; histoire naturelle médicale	HENRY.
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique ; sémiologie et propédeutique, jurisprudence.....	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique ; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure.....	COQUOT.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique ; médecine opératoire, obstétrique.....	MOUSSU.
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique.....	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique, inspection des denrées alimentaires ; autopsies.....	PETIT.
Hygiène et agronomie ; zootechnie et économie rurale.....	DECHAMBRE.

CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER.

LEBLOIS.

LETARD.

LESBOUYRIES.

MM. MONVOISIN.

MOUSSU (R.).

PETIT (M.).

VERGE.

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A LA MÉMOIRE
DE MON GRAND-PÈRE ET DE MON PÈRE,
Vétérinaires,
Lauréats des Ecoles Vétérinaires
et de la Société centrale de Médecine Vétérinaire.

A MA MÈRE

A MA FEMME

A MES FILS

Meis et amicis.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MONSIEUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL LECLAINCHE

Membre de l'Institut

Grand Officier de la Légion d'Honneur

A MES MAÎTRES DE L'ÉCOLE D'ALFORT

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR MÉNÉTRIER

Professeur d'histoire de la Médecine et de la Chirurgie

Chevalier de la Légion d'Honneur

Membre de l'Académie de Médecine.

DU ROLE DES VÉTÉRINAIRES RURAUX

dans la Renaissance et le Progrès de la production animale.

« J'ai cherché à découvrir le moyen d'élever à la plus haute somme possible d'utilité sociale la fonction à laquelle je dois appliquer mon activité personnelle, et il est précisément résulté de mes recherches à cet égard que la formule la plus conforme aux lois normales de la logique des choses, relativement à l'utilisation rationnelle et complète de cette fonction, est celle qui l'appelle à propager dans les campagnes les enseignements de la science agricole. » (SANSON : Missionnaires du progrès agricole).

•

Avant-Propos

Deux grands ordres de faits dominant, depuis la guerre, l'exploitation animale : d'une part, la lenteur de la reconstitution du cheptel français : en 1923, le nombre des bovins était inférieur de un dixième à celui de 1913 ; celui des ovins de un quart ; celui des porcins de un quart ; celui des chevaux de un huitième ; cette situation s'aggrave encore du fait que le rendement de ces animaux est encore trop souvent médiocre, en quantité

**

et en qualité; d'autre part, l'augmentation et les exigences nouvelles de la consommation (viande et lait).

En ce qui concerne le bétail, l'augmentation du troupeau étant très lente, on doit s'efforcer, par une hygiène aussi consciencieuse que possible, de réduire les pertes au minimum, et par l'application de principes zootechniques rationnels, d'obtenir des sujets à grand rendement en lait et viande, dont l'entretien, pour une production égale en quantité, sera moins onéreuse et exigera une main-d'œuvre moins nombreuse que celui d'animaux de rendement inférieur.

Or, si l'on examine les conditions actuelles de l'exploitation du bétail, il est facile de constater, avec tous les auteurs que cette question a préoccupés, que l'hygiène vétérinaire (hygiène des étables, du corps, de la reproduction, de l'alimentation, de la récolte du lait) est, en des régions trop nombreuses encore, inexistante, peu développée dans la grande majorité des étables et que les exploitations bien tenues et bien conduites à ces multiples points de vue sont relativement rares. « En France, a pu dire le prof. Porcher, l'étable est au-dessous de tout. » Et cependant, la production d'un lait propre, pur et sain est d'une importance primordiale pour l'avenir du pays. Un grand mouvement se manifeste aujourd'hui pour obtenir cette production et il implique l'amélioration des conditions présentement si défectueuses de la récolte du lait à l'étable. Les données zootechniques indispensables (méthodes de reproduction, choix des reproducteurs, contrôle laitier, etc.) sont encore ignorées d'un très grand nombre d'éleveurs.

Pour la production chevaline, par suite du développement de la traction mécanique, elle évolue et doit s'orienter presque uniquement vers l'obtention de l'animal de gros trait. L'époque où le demi-sang faisait prime est passée, et la production de ce dernier modèle doit être réduite considérablement, aussi bien pour la clientèle

civile que pour l'armée. Cette production chevaline est, du reste, insuffisante, puisqu'à l'inverse de ce qui se passait avant la guerre, nous devons aujourd'hui importer des chevaux (rapport du Directeur des Haras). Enfin, dans certaines régions où l'élevage du cheval s'est installé depuis la guerre, on en ignore une bonne partie des éléments indispensables, au double point de vue hygiénique et zootechnique (choix des reproducteurs, élevage des jeunes, etc.).

Cette méconnaissance générale des lois de l'hygiène est due partiellement aux conditions de l'habitation animale (taudis animal) et à l'impossibilité, par raison économique, de changer radicalement cette base de l'exploitation, encore que ces conditions puissent être améliorées ; mais elle trouve sa grande cause, ainsi que là non observation des principes zootechniques, dans l'ignorance et le manque d'éducation des producteurs. Or, en attendant que l'on supprime le taudis animal, il est possible de l'améliorer et surtout de le faire améliorer par le cultivateur lui-même, quand on l'aura persuadé de cette nécessité.

Il faut donc, de façon urgente et pour des raisons d'intérêt public, diriger fermement le cultivateur vers une exploitation plus rationnelle et plus moderne de son cheptel : application des données zootechniques pour la production d'animaux à grand rendement en viande et en lait ; observation des règles de l'hygiène élémentaire (habitations, alimentation, hygiène du corps, récolte du lait, etc.) ; il faut, en deux mots, organiser le contrôle hygiénique et zootechnique des étables et des écuries. Il faut, comme les professeurs Vallée, Moussu et Panisset le demandent pour la tuberculose, éduquer le public agricole et lui montrer que l'intérêt général est en conformité absolue avec son intérêt propre.

PREMIERE PARTIE

Quelques aspects de la mentalité paysanne

Afin d'aborder ce gros problème du progrès de la production animale avec quelques chances de succès, il est nécessaire de connaître quelques points spéciaux de la mentalité paysanne, pour ne pas la heurter, pour l'utiliser au contraire dans le sens favorable et nous éclairer sur les moyens à employer dans le but d'organiser l'amélioration reconnue nécessaire des procédés d'élevage.

Prudence. Un des caractères les plus marquants de l'esprit rural est la prudence : le paysan ne s'engage jamais à la légère, pour des décisions même sans importance. La lenteur de la réflexion en est la conséquence et lorsqu'on veut obtenir quelque chose d'un homme de la campagne, il est de toute nécessité de ne pas le brusquer, de lui laisser envisager le problème sous toutes ses faces, peser tous les arguments, au besoin se documenter près de ses proches, amis, ou conseillers ordinaires. On parle d'une affaire, d'une amélioration, au cours d'une rencontre ; puis tout semble oublié ; au cours des visites suivantes, on n'effleure même plus le sujet abordé primitivement. De discrètes allusions permettront parfois de se rendre compte de l'état des réflexions de l'interlocuteur.

Au bout d'un temps plus ou moins long, après avoir mûrement réfléchi en toute liberté, il demande des renseignements précis : on peut dire alors que le parti est pris. Nous avons observé maintes fois cette façon d'agir, dans les milieux où l'assurance-mortalité est peu appréciée. Dans le cas où le cultivateur ne rouvre pas le débat de lui-même, il est bon de ne pas insister maladroitement, et le hasard, alors, devient le meilleur auxiliaire. Sous le coup d'une menace directe ou d'une perte sensible, l'opinion du réfractaire ou de l'indécis pourra se modifier et il adoptera, par la force des choses seulement, une opinion qu'il réprouvait auparavant.

Méfiance instinctive. — A cette prudence innée chez le paysan, se rattache encore la méfiance instinctive qu'il manifeste en toute occasion : méfiance du progrès, méfiance de tout ce qui est nouveau, méfiance de ce qui est inconnu, bien que présenté avec des garanties suffisantes, méfiance, en un mot, de tout ce que son esprit ne réalise pas du premier coup, parce qu'il ne l'a pas encore vu, et n'en a pu mesurer l'utilité. Il faut ainsi des exemples probants, le temps d'une réflexion prolongée, pour faire adopter tel ou tel procédé de culture, tel modèle de machine, telle ou telle graine, telle ou telle race. Cette méfiance s'applique aux gens comme aux choses : sa confiance ira à ceux qu'il connaît et rencontre fréquemment, dont il a pu apprécier les services de façon immédiate et palpable. Les délégués officiels qu'il aperçoit de loin en loin, venus pour une conférence par exemple, laissent dans son esprit, le souvenir de personnages dont il admire le beau langage certes, mais qui ne parlent pas sa langue et dont forcément il estime les paroles comme sujettes à caution. Et ces paroles, du reste, entendues une fois, ne laissent pas beaucoup de trace. Le paysan n'ouvrira pas, ou très difficilement, les portes de son étable, à ces gens qu'il ne connaît pas. Il se refusera énergique-

ment à accepter leur contrôle, ou, s'il l'accepte, il s'ingéniera à ruser et à s'y soustraire le plus possible. A l'appui de cette assertion, il suffit de citer cette parole d'un cultivateur à son vétérinaire, à la veille de faire une déclaration de maladie contagieuse : « Si je n'ai affaire qu'à vous, je ferai tout ce que vous voudrez ; mais si l'on m'envoie d'autres personnes, je ne déclarerai rien du tout. » Le paysan a, en effet, l'horreur de toutes les complications administratives, de tout ce qui vient, peu ou prou, troubler son existence tranquille.

Esprit d'économie. — La prudence du paysan est encore à l'origine de cet esprit d'économie qui lui a fait amasser sou à sou, au cours de longues générations successives, de véritables fortunes, avec des gains insignifiants autrefois. Le bas de laine du paysan français est, depuis longtemps légendaire. Ce goût de l'épargne a développé, dans certains cas, plus qu'il n'eût fallu, l'amour de l'argent, le souci minutieux de l'intérêt particulier. Mais il ne faut pas oublier que là, nous pouvons exploiter cet élément pour atteindre le but poursuivi ; il faut montrer au cultivateur comment son intérêt particulier est solidaire de l'intérêt public : s'il obtient, par exemple, de bon lait, son bénéfice sera plus grand. S'il améliore son bétail, il aura un rendement supérieur, pour des dépenses sensiblement égales. Des primes appréciables, judicieusement attribuées, l'encourageront d'une manière immédiatement palpable.

Esprit de routine. — A peu près aussi important que le point précédent, apparaît, dans l'étude des caractères dominants de la mentalité paysanne, l'esprit de routine, l'attachement aux idées anciennes, aux traditions. Les parents ont toujours procédé d'une certaine façon, le fils continue et ses enfants après lui. « L'obstination de la mentalité paysanne, une fois que s'y est enfoncée une

croissance », dit le Dr Fiessinger, est énorme. Le même auteur ajoute : « Les préjugés médicaux demeurent profondément enracinés, leur vie, en quelque sorte, intermittente, ne se réveillant qu'à l'occasion de la maladie. Dans les intervalles de santé, l'erreur légendaire se rendort et gagne, à ces longs sommeils, l'abri tutélaire qui la déroberait aux investigations et à la critique. » Cette opinion peut s'appliquer à tous les préjugés, en général : le paysan a ainsi, pour chaque circonstance, un lot d'opinions toutes faites qui se montrent à l'appel des événements et se « rendorment », dès que disparaît la cause qui les a fait naître. Tous les praticiens de campagne savent la difficulté que l'on éprouve, à détruire le préjugé qui consiste à expliquer les coliques du cheval dues à l'indigestion chronique, par la rétention de l'urine. Aussi probant est celui qui est relatif à la présence des toiles d'araignées dans les habitations animales. Tous les médecins ruraux savent que, dans de nombreuses maisons encore, on laisse sur la tête des enfants les poux ne demandant qu'à y vivre, parce qu'ils sont nécessaires à une bonne santé.

Une obstination aussi solidement établie exige, pour la combattre, l'ébranler et la détruire, une répétition fréquente des paroles de progrès, et pour déclencher une assimilation si lente des idées, il faut souvent une démonstration sur place. Les racines de la routine « demandent à être extirpées, dit Sanson dans ses « Missionnaires », une à une, avec bien plus de ténacité et de persévérance que n'en pourraient consacrer à cette tâche longue et difficile, des prédicateurs passagers, pour si éloquents et si dévoués qu'ils puissent être. Il faudrait être toujours présent, toujours sur la brèche, et prendre chacun à partie, pour avoir quelque chance d'y arriver. »

Fatalisme.— A l'esprit de routine se rattache le fatalisme paysan. « Il n'arrive que ce qui doit arriver »,

entend-on dire souvent. Et l'on ajoute : A quoi bon changer ce qui se fait depuis si longtemps ? Et l'on se résigne sans chercher à améliorer la situation. Un de nos confrères, M. Bouchet, cité par M. Rennes, nous en fournit un exemple, pris dans les environs de Paris : « J'ai trouvé un jour, dit-il, dix-huit vaches tuberculeuses dans une étable qui en comprenait en tout, dix-neuf. Dans cette ferme étaient morts récemment de tuberculose, un enfant de douze ans et un autre de quinze ans. Avec d'innombrables précautions, j'ai essayé de démontrer combien il était urgent de se débarrasser de toutes ces bêtes et de modifier l'étable qui n'avait pour toute ouverture qu'une porte fort étroite. Le cultivateur m'a regardé avec pitié et m'a asséné cette réponse : « Il y a cent ans que ma famille entretient des vaches là-dedans, ce n'est pas moi qui changerai cela ! » — Le fatalisme est inhérent au milieu et à la situation du paysan. Alors qu'un commerçant, un industriel, peuvent lutter et modifier, dans une certaine mesure, le cours des événements, le paysan, lui, sait que contre ses principaux ennemis, les éléments, il ne peut pas lutter ; il se résigne et dit : « A quoi bon ? » Mais il généralise et l'« à quoi bon ? » s'applique assez souvent à des cas où la volonté pourrait s'exercer utilement. Il est évident que là, il faudra discuter, sans se décourager, accumuler des arguments, pour montrer au paysan qu'il doit, par intérêt autant que par devoir, ne plus dire : « A quoi bon ? », mais au contraire, avoir le souci d'une amélioration constante, qui rapportera beaucoup plus qu'elle n'aura coûté, puisque, diminuant les chances de perte, elle augmentera les bénéfices et sera ainsi largement récupérée.

Amour-propre. Souci de l'opinion d'autrui.

Comme tout homme digne de ce nom, le paysan a de l'amour-propre. « Le paysan, dit le Dr Fiessinger, a la vanité de son bien. » Il est fier de posséder de belles

terres, de beaux animaux. Mais il y a la contre-partie : il évitera de laisser voir à ceux de ses collègues dont il sait l'installation supérieure à la sienne, la misère, la mauvaise disposition de son étable, ou la faible valeur de ses animaux. A plus forte raison, fermera-t-il sa porte aux étrangers, et plutôt que de laisser pénétrer chez lui les contrôleurs inconnus, venus de la capitale ou du chef-lieu, il préférera, tout en comprenant le plus souvent l'utilité, refuser le contrôle laitier. En un mot, le paysan a la pudeur de sa routine : il sait qu'il retarde sur son époque d'hygiène et de prophylaxie, mais il ne veut pas qu'on le voie.

Nulle part plus qu'à la campagne, on n'a le souci de l'opinion d'autrui. On cache tout ce que l'on peut, pour ne pas donner prise à la critique : on évitera de donner des détails sur la maladie du fermier. On tait les conséquences de tel accident survenu à un cheval. On voit sous les apparences d'un véritable scandale l'apposition de la plaque « fièvre aphteuse », par exemple, en cas d'épizootie. On ne veut pas dire le prix d'un cheval ou d'une vache récemment achetés. On sait que le voisin est à l'affût de toutes ces nouvelles sans importance commée... on l'est soi-même de ce qui se passe chez ce voisin. Car la vie d'un village est suspendue à tous ces menus faits, que chacun épie jusque derrière les persiennes : pourquoi celui-ci est-il rentré en retard d'une demi-heure et pourquoi celui-là ne se rend-il pas à la ville, aujourd'hui comme à l'ordinaire ? Nous estimons qu'il y a, encore là, un côté à exploiter, pour le bien de tous : si l'on généralise les visites d'étables, tel cultivateur ne voudra pas laisser dire qu'il a de plus mauvaises bêtes que tel autre qu'il envie et s'efforcera de remonter le niveau de son étable : « Le paysan a la vanité de son bien. »

Notre organisation devra donc s'inspirer des données suivantes, tirées des considérations qui précèdent : il est nécessaire que le rural aie près de lui des conseillers

avertis, connus de lui, et connaissant sa mentalité, sachant tirer parti des événements au bon moment, pouvant lui répéter sur place et fréquemment les conseils relatifs à l'hygiène et à la zootechnie. « Il faut, dit M. le sénateur Beaumont, porter à la ferme, dans chaque exploitation, les directives appropriées aux disponibilités de l'exploitant et à la valeur du troupeau. »

De plus, il sera possible, en faisant intervenir l'intérêt, le souci de l'opinion d'autrui, de faire naître chez le cultivateur le goût du progrès et le désir de le réaliser.

DEUXIÈME PARTIE

Pourquoi les vétérinaires sont les mieux placés et les plus compétents pour obtenir, avec le minimum de dépenses, le maximum de résultats, comme conseillers techniques d'élevage.

Cuique suum.

Il faut agir par persuasion.—Pouvons-nous imposer les dépenses nécessitées par l'amélioration aujourd'hui indispensable des conditions d'élevage et de production ? Non. Pouvons-nous les mettre au compte du budget de l'Etat ? Pas davantage. Il ne reste qu'une ressource : les faire exécuter progressivement par le producteur lui-même. Pour y arriver, il faut éduquer le paysan, il faut agir sur lui par la persuasion. Nous allons montrer que le vétérinaire, qui doit être, dans notre esprit, le principal agent de cette renaissance de l'exploitation animale, possède tous les éléments nécessaires, pour persuader son voisin permanent, le paysan. Nous verrons ensuite que les vétérinaires forment, à l'heure actuelle, une organisation administrative complète et des plus qualifiées, à laquelle seule, on peut s'adresser sans obérer les finances de l'Etat et que beaucoup d'agents de cette administration remplissent déjà, en fait, des fonctions auxquelles manque seulement la consécration officielle.

« Un traité complet de l'art de persuader, dit le docteur Gustave Le Bon, pourrait ne contenir que cinq chapitres : l'affirmation, la répétition, le prestige, la suggestion, la contagion mentale. »

Affirmation. — L'affirmation ne peut être formulée que par des hommes compétents en matière d'hygiène vétérinaire et de zootechnie, les progrès de la production animale dépendant avant tout de ces sciences. L'hygiène est l'ensemble des préceptes à suivre pour conserver la santé et empêcher le développement de la maladie. « Pour la zootechnie, dit Baudement, les animaux sont des machines... Mais ces admirables machines ont été créées par des mains plus puissantes que les nôtres ; nous n'avons pas été appelés à régler les conditions de leur existence et de leur marche, et, pour les conduire, les multiplier, les modifier, nous devons d'abord les connaître, sous peine de les détruire et de laisser prendre dans le jeu fatal de leurs engrenages, nos peines, notre temps, nos capitaux. Mieux nous connaissons la construction de ces machines, les lois de leur fonctionnement, leurs exigences et leurs ressources, plus nous pouvons nous engager avec sécurité et avantage dans leur exploitation. » Or, la construction de ces machines, c'est l'anatomie et l'histologie ; les lois de leur fonctionnement constituent la physiologie ; leurs exigences sont les principes d'une alimentation rationnelle, d'un entretien en bonnes conditions, les nécessités d'une habitation saine, etc., en un mot, l'hygiène de ces animaux. Leurs ressources, enfin, constituent le rendement. Pour pouvoir l'apprécier, d'abord, et exiger qu'il soit maximum, mais non exagéré, pour ne pas user prématurément la machine, il faut connaître les possibilités, les faiblesses, les défauts, les tares possibles de chaque organe, et savoir par quoi il peut se trouver troublé dans son fonctionnement ; il faut donc posséder des connaissances étendues en pathologie. Cha-

cune de ces sciences est enseignée, avec toute l'ampleur nécessaire, dans les écoles vétérinaires, et là seulement d'une façon aussi complète. Nulle part ailleurs, on ne forme des praticiens spécialisés comme les vétérinaires, dans tout ce qui concerne les animaux domestiques, au double point de vue normal et pathologique. Faut-il souligner la compétence particulière du vétérinaire en matière de laiterie ? Scientifiquement, l'étude du lait se rattache à l'anatomie, l'histologie, la physiologie normale et pathologique, la pathologie, la chimie, la physico-chimie et la microbiologie, toutes matières qui sont l'objet de cours spéciaux, dans les écoles vétérinaires.

Et de même que le médecin est aujourd'hui reconnu comme le seul conseiller indispensable, en matière de puériculture, d'hygiène générale et d'appréciation des moyens de l'homme, pour telle ou telle utilisation, de même, le vétérinaire, pour les mêmes raisons de compétence absolue et presque exclusive, devrait être le conseiller reconnu et accepté en matière d'hygiène et de production animales, réunissant dans les mêmes mains ces questions si intimement liées de la surveillance sanitaire, du contrôle hygiénique et zootechnique des étables et écuries. Parallèlement, au médecin, « moniteur d'hygiène sociale » (Pr M. Letulle), devrait exister le vétérinaire, « moniteur d'élevage ». Etablissant une comparaison analogue, le Dr Chauveau ajoute : « Enoncer une vérité si évidente, c'est formuler, semble-t-il, un véritable truisme. »

L'Etat lui-même est garant de notre compétence pleine et entière : l'enseignement à la fois théorique et pratique des écoles vétérinaires « comprend tout ce qui concerne la production, la conservation, et l'exploitation des animaux domestiques, notamment l'hygiène, la médecine, la chirurgie et la pharmacie des animaux domestiques, ainsi que l'utilisation et le contrôle des produits d'origine animale. » (Art. 1^{er} du décret portant organisa-

tion de l'enseignement vétérinaire). L'existence d'un cours d'économie rurale dans ces écoles montre à quel point est poussé le souci de donner aux vétérinaires tous les éléments d'une exploitation rationnelle du bétail. Après avoir énuméré les connaissances exigibles de spécialistes de la production animale, le Dr Chauveau dit : « L'ensemble de ces connaissances constitue la science des animaux de la ferme. Or, il existe des techniciens sortant d'écoles professionnelles qui en ont fait l'objet de leurs études et de leurs observations pratiques : ce sont les vétérinaires. » Et plus loin : « Toutes les questions intéressant l'élevage des animaux ne devraient-elles pas être de leur ressort ? Ils possèdent à la fois la préparation scientifique nécessaire et la pratique des problèmes de l'animaliculture. Ils offrent, de plus, l'avantage d'être en contact constant avec le cultivateur et l'éleveur, de se trouver, pour ainsi dire, à la porte de l'étable. »

A un autre point de vue, le vétérinaire, installé dans une région et non soumis aux déplacements d'un fonctionnaire, y passe son existence. Obligé d'aller partout, il connaît les besoins locaux et sait apprécier les moyens zootechniques dont disposent ses clients. Il peut donc affirmer, en connaissance de cause, avec une sûreté de jugement due à son acquis scientifique et à ses constatations locales. M. H. Girard nous fournit l'exemple suivant qui expliquera notre pensée : « Ce matin même j'étais dans ma ferme. Un petit cultivateur d'une commune voisine est venu et m'a dit : « Je viens vous voir parce que le vétérinaire m'a signalé que vous aviez à vendre un veau de bonne origine. » Ce veau avait passé l'âge d'être nourri au lait ; il ne pouvait donc plus être vendu à la boucherie comme veau blanc ; d'autre part, nous avons déjà un grand nombre de taureaux et il était inutile pour nous de le garder, sans compter que nous ne voulons pas garder des reproducteurs venant toujours de

chez nous, nous ne demandions donc qu'à le vendre convenablement, étant données ses qualités et son origine. Grâce au vétérinaire, ce matin même, ce petit cultivateur a été doté d'un excellent géniteur, et moi j'ai vendu, à des conditions supérieures à celles de la boucherie, un excellent animal. »

Répétition. — La répétition, nécessaire à la persuasion, ne peut être assurée, nous l'affirmons formellement, que par le vétérinaire seul. Aucun autre éducateur compétent ne peut se retrouver assez souvent auprès du cultivateur, pour pouvoir répéter utilement et lui expliquer aussi souvent qu'il sera nécessaire telle loi physiologique ou zootechnique, tel principe d'hygiène indispensable à une bonne exploitation du bétail. Le vétérinaire, de par son état, est appelé fréquemment chez le cultivateur, il pénètre souvent dans ses étables, il voit et revoit les mêmes erreurs et peut, en répétant sans cesse, arriver enfin à obtenir une amélioration. Dans l'exercice de la partie médicale de son art, le vétérinaire est obligé de s'habituer à répéter inlassablement la même chose : si nous indiquons le traitement et les soins nécessaires au malade, d'abord à l'écurie ou l'étable, près de ce dernier, avec un grand luxe de détails, le propriétaire ne négligera jamais de nous demander dans la cour, un supplément d'explication ; le même discours sera souvent renouvelé, pour l'édification de la fermière, dans la maison où nous nous rendons après la consultation ; parfois, pour la quatrième fois, nous recommençons nos recommandations à la porte de la ferme, au moment de prendre congé. Eh bien ! il sera nécessaire d'user du même moyen pour obtenir les améliorations indispensables, dans l'exploitation du bétail. Et le vétérinaire ne se découragera pas, habitué qu'il est à toujours renouveler ses recommandations, dont on ne tient compte qu'après force répétitions, lorsque leur exécution est presque devenue un réflexe. Il

faut, pour obtenir un résultat, de longues années, nous pourrions dire, parfois, des générations ; or, dans bien des cas (18 % dans l'Oise), la profession vétérinaire est exercée de père en fils, pendant trois ou quatre générations successives, et les jeunes, formés à l'école du père, ayant constaté l'importance de telle modification à obtenir, pour leur région, qu'ils aiment et dont ils connaissent les besoins et les moyens zootechniques, continueront de « frapper sur le même clou », étendant toujours davantage les bienfaits d'une exploitation animale rationnelle et de plus en plus scientifique. Certains principes, affirmés ainsi par le fils, après le père et quelquefois le grand-père, prennent à la fin, pour le cultivateur, l'apparence de la vérité et finissent par imposer leur force inévitablement.

Nous devons dire, à l'honneur des vétérinaires, que c'est, en grande partie, à cette répétition continue pendant des générations, qu'est due la disparition ou la diminution considérable de certaines maladies : les recommandations hygiéniques du vétérinaire, faisant abnégation de son intérêt particulier, ont ainsi contribué à la diminution du nombre des maladies, telles que l'hémoglobinurie, la pleurésie, la pneumonie, le tétanos, les coliques par exemple, ou en ont rendu certaines autres inoffensives, comme les angines, les prescriptions étant appliquées par le propriétaire lui-même, dès l'apparition du mal.

Prestige. — Le prestige du vétérinaire aux yeux du cultivateur peut s'apprécier par la considération dont il est entouré. Ses éléments sont divers : c'est d'abord la confiance et la reconnaissance qu'inspire l'homme qui évite une perte sensible, en sauvant un animal, par une intervention opportune, confiance que le cultivateur manifeste de manière multiple, en lui parlant de ses travaux, de ses intérêts, de ses maux, de l'éducation de ses enfants. Obligé qu'il est, pour pouvoir répondre à ses clients et

s'intéresser à leur conversation, de se tenir au courant des derniers progrès agricoles, du cours des denrées, de beaucoup de choses absolument étrangères à sa spécialité, le vétérinaire rend ainsi service à tel ou tel, en lui communiquant un renseignement utile. Et le rural s'habitue à traiter avec quelque déférence un homme dont la compétence s'étend parfois à des sujets assez divers. Bien souvent, le vétérinaire donne un conseil d'hygiène générale ou même (que le médecin lui pardonne) car, on n'irait pas le chercher pour si peu !) une consultation pour une chose insignifiante. Que de fois aussi avons-nous vu le fait suivant : quelqu'un de la maison est malade ; on hésite, on tergiverse, on ne sait que faire, on écoute le voisin, on va voir le rebouteur, on perd souvent un temps précieux. Sur ces entrefaites, le vétérinaire, appelé pour un animal malade, constate au cours de sa visite, la gravité de l'état du malade humain et conseille énergiquement d'appeler le médecin. Ce n'est qu'à ce moment que le paysan, à qui, par des exemples ou des comparaisons familières, le vétérinaire a fait, si l'on peut dire, toucher du doigt, le danger d'attendre encore, se décide enfin à prévenir le médecin : preuve incontestable d'une grande confiance dans le conseiller. Preuve de confiance encore que le fait d'avouer le prix d'un animal que l'on tient beaucoup, à la campagne, à laisser ignorer au voisin. N'est-ce pas également une marque de confiance et une preuve du prestige qu'exerce le vétérinaire sur la population rurale, que le mandat, à lui fréquemment confié par les cultivateurs, de les représenter au conseil d'arrondissement ou au conseil général ? Et souvent aussi, le vétérinaire est président ou secrétaire des associations ou syndicats agricoles ou d'élevage, marque de confiance aussi, cause de prestige encore. « Le rôle prépondérant, dit le Dr Chauveau, auquel les vétérinaires doivent prétendre dans une organisation rationnelle de l'industrie animale, ne l'exercent-ils pas déjà au sein des

sociétés hippiques et des syndicats d'élevage où leur avis est toujours recherché et fait autorité. »

Il faut ajouter encore que le vétérinaire rural est souvent d'origine paysanne ou tout au moins a été élevé dans un milieu rural, raison de confiance encore pour le paysan, qui se sent plus proche de lui, par cette origine commune.

La confiance est encore faite, pour le paysan, de l'attrait qu'exerce sur lui l'homme qui sait lui parler, connaît les proverbes locaux, les traditions et les légendes de l'endroit, qui saura employer, dans certains cas, ses tournures de phrases, et même des expressions de patois, qui saura l'entretenir de ce qu'il aime, qui, en un mot, parlera à son cœur et le fera vibrer, parce qu'il en possède, pour ainsi dire, les harmoniques. Citons cet exemple d'un médecin de campagne, accompagnant dans une tournée électorale, un candidat, orateur de talent, qui crut empoigner son auditoire, par des périodes harmonieusement déroulées, sur des sujets de haute politique. Le médecin lui succéda à la tribune, et loin de valoir son prédécesseur au point de vue oratoire, sut cependant trouver en peu de mots, le chemin du cœur de ses auditeurs ; et dans leur naïveté reconnaissante, ceux-ci disaient après la réunion : « C'est tout de même notre docteur qui a le mieux parlé ! » Il avait su leur parler, ce à quoi le candidat, avec toute son éloquence, n'avait pu parvenir.

Un autre élément de prestige est inhérent à la science, dont le vétérinaire, dans son rôle modeste, est un représentant. Il est courant, à la campagne, d'entendre dire : « Il est plus difficile d'être vétérinaire que médecin, l'animal ne pouvant indiquer le siège de son mal. » C'est là un point de vue, à coup sûr trop exclusif, les difficultés de l'art médical étant aussi nombreuses et aussi ardues dans les deux branches humaine et vétérinaire ; peut-on

apprécier et mesurer l'infini ? Mais cette façon de penser montre, néanmoins, que le vétérinaire vient en belle place dans l'esprit du rural et que son prestige n'y est pas négligeable.

Suggestion. — La suggestion, pour donner des résultats appréciables, doit pouvoir être faite à tout moment et être la conséquence de tel ou tel fait ou incident. Le vétérinaire doit être celui « qui dit au cultivateur, petit, moyen ou grand, et les grands cultivateurs ont souvent autant besoin de conseils que les petits à ce propos : « Vous avez là un bien beau taureau, vous devriez le garder et faire l'élevage, au lieu de vendre vos veaux tout jeunes. » Ainsi s'exprimait M. Henry Girard, au Syndicat central des Vétérinaires, en 1922. Pour que la suggestion porte tous ses fruits, l'opportunité du moment choisi pour la faire a une grande importance : un de nos clients vient de perdre une vache de péricardite et l'autopsie fait découvrir en même temps une tuberculose pleuro-pulmonaire fort avancée. Or, l'étable présente les conditions d'hygiène les plus défectueuses. Nous insistons alors sur le rôle antihygiénique d'un tel abri, anciennement et profondément infecté, et où toute désinfection est illusoire, si l'on ne procède pas à des transformations et réparations indispensables que nous suggérons. Ebranlé par nos affirmations, répétées un grand nombre de fois déjà, troublé par les menaces que laissent peser sur les autres bêtes les constatations nécropsiques, le propriétaire prend immédiatement la décision de reconstruire une étable plus légère, mais où des améliorations sérieuses seront introduites et, définitivement acquis aux idées de progrès, se rend immédiatement chez l'entrepreneur. Un autre exemple presque identique et survenu dans les mêmes conditions chez un autre cultivateur, amène la résolution d'agrandir portes et fenêtres, de briqueter le sol où l'on ménagera une rigole également en briques, et

de cimenter le bas des murs. Pourquoi ces subites décisions chez des gens cependant lents à agir ? Parce qu'à ce moment, l'esprit du cultivateur, remué profondément par un accident qui l'atteint directement dans son intérêt et menace de l'atteindre davantage encore à l'avenir, sensibilisé, si l'on veut, par cet événement, préparé d'autre part, par nos affirmations antérieures, s'est laissé entraîné à réaliser nos dernières suggestions. Or, pour obtenir ce résultat, il faut être là, au bon moment, ou pour mieux dire, il faut être là souvent, afin de préparer le terrain, comme dans les deux cas précédents, en montrant les parties défectueuses de telles installations, et, à la faveur d'une circonstance accidentelle, emporter la conviction de l'agriculteur. Et combien nombreuses seront les suggestions inspirées par la récolte du lait ! Il faut avoir assisté à une traite pour se rendre compte que, dans cet ordre de faits, elles sont infinies.

Contagion mentale.— La contagion mentale, autre élément de persuasion, naît d'elle-même, lorsque les premiers éduqués commencent à réaliser les transformations indispensables et à en apprécier les avantages. Il est souvent utile, néanmoins, de la faire apparaître, en indiquant aux réfractaires qu'il serait bon pour eux d'aller visiter telle exploitation bien tenue, ou mieux, améliorée, pour que, « contaminés » à leur tour, par l'idée de progrès, ils se décident à lui laisser dans leur esprit, la place qu'elle mérite.

Cette contagion mentale, on peut encore la provoquer à l'occasion d'un concours, à la vue d'un bel animal, des explications données par la suite, sur les moyens pratiques d'obtenir sinon des sujets semblables, du moins des sujets s'en rapprochant, peuvent déterminer le désir de se diriger dans cette voie et de « faire comme les autres. » Là encore, il faut une présence fréquente, jointe à une compétence zootechnique sérieuse,

que le vétérinaire seul, avec sa connaissance du paysan et des exploitations de la région, peut réaliser.

Le vétérinaire est déjà, en fait, le conseiller zootechnique du cultivateur. — Le paysan, de lui-même, du reste, a reconnu depuis longtemps la compétence du vétérinaire en ces matières. A qui s'adresse-t-il, lorsqu'il a besoin d'un renseignement, d'un conseil, pour l'achat d'un cheval ou d'une vache ? A un vétérinaire et à nul autre ; et non seulement pour un examen sanitaire, mais au point de vue tout à fait général de la race, de la conformation, des aptitudes, de la valeur. Tous les livres de compte des vétérinaires contiennent de nombreuses fois, le motif de visite suivant : consultation d'achat ou voyage pour achat, que ce soit avant ou après l'achat.

De plus, le cultivateur ne négligera jamais, au cours d'une visite de motif médical, de prendre l'avis du praticien, sur l'état de sa vacherie, de son écurie, de sa basse-cour. Au cours d'une consultation, on est souvent obligé de traverser toute la ferme ; on a la facilité de pénétrer partout et le cultivateur, confiant, ne s'y oppose pas. Il nous arrivera, par exemple, pour aller visiter un cheval boiteux, mis en prairie, de traverser l'étable. En passant, le propriétaire est heureux de faire voir ses animaux. Il les fait lever, il parle de telle ou telle bête, de celle-ci qui donne tant de lait, mais qui reste maigre ; de celle-là, qui ne donne presque rien, mais dont on ne veut pas se débarrasser, parce qu'elle est bien douce. Il éclaire ainsi son esprit sur une question de zootechnie et d'hygiène et le vétérinaire en vient tout naturellement, s'il comprend sa profession et on pourrait presque dire sa mission, à faire une petite conférence sur un sujet tout à fait étranger à la médecine. « Le vétérinaire rural surtout joue un rôle considérable. Non seulement, il est le médecin des animaux... , mais encore il est le conseiller des agriculteurs dans la sélection des animaux, dans le perfection-

nement des races animales, dans l'hygiène de la ferme. » (M. Paul Feuga, maire de Toulouse.)

Peut-on, dans de telles conditions, ne pas profiter de cette situation de fait, et imposer un autre conseiller d'élevage et d'hygiène que le vétérinaire, connu et apprécié du cultivateur, qui acceptera de lui des indications, des conseils, mais qui, par méfiance naturelle, deviendra complètement muet et fermera ses portes à l'approche d'un officiel lointain ? « Les vétérinaires doivent être pour nous des amis, des conseillers de tous les jours, dit M. H. Girard. » Ce sont là des éléments d'appréciation qui ne peuvent qu'impressionner profondément tous ceux qui reconnaîtront la nécessité de mettre officiellement auprès de l'éleveur le conseiller nécessaire, conseiller dont celui-ci a, depuis longtemps, apprécié la valeur.

Garanties de compétence offertes par les vétérinaires en zootechnie. — Les vétérinaires offrent, du reste, des garanties « historiques » de leur compétence en hygiène et zootechnie. « Les plus grands zootechniciens, dit le Dr Chauveau, sénateur et spécialiste écouté des questions d'élevage, Magne, Sanson, Cornevin, Baron, étaient des vétérinaires. » Ces noms, connus de tous ceux qui touchent à l'élevage, sont parmi ceux qui honorent la vétérinaire. Leur ensemble lui constituent, en même temps qu'un inébranlable appui pour ses revendications zootechniques, un rempart contre les prétentions illogiques de nouveaux venus à l'exploitation animale.

D'autres nombreux vétérinaires, moins connus ou seulement connus dans la région où ils ont évolué, ont collaboré grandement aussi à l'édification de la science zootechnique et à l'élevage. Parmi eux, citons, pour l'espèce chevaline : Bouley aîné (1781-1869), inspecteur général des remotes sous le premier empire ; Richard, du Cantal (1802-1891), professeur de zootechnie à Grignon (1838), professeur de zootechnie à la fondation de

l'école des Haras (1840), puis directeur (1845), auteur de nombreux ouvrages sur l'élevage du cheval ; Gayot (1808-1891), ancien inspecteur général et directeur des Haras, qui fut le véritable créateur du cheval anglo-normand et de l'anglo-arabe ; Vallon (1819-1864), qui fut directeur du haras d'études de l'Ecole de cavalerie de Saumur en 1855 ; Beauclair, un des fondateurs les plus actifs de la Société hippique percheronne.

De nombreux autres, pour avoir occupé des situations moins en vue, n'en ont pas moins été, par leurs actes ou leurs écrits, d'utiles auxiliaires dans l'amélioration de la production chevaline en France : Fromage de Feugré ; Chabert ; Huzard (Instructions sur l'amélioration des chevaux en France (1802) ; Huzard fils (Manuel du petit éleveur de poulains dans le Perche, (1869) ; Mitaut ; Mangin, Hamont (qui fonda et dirigea le haras de Choubra en Egypte (1833), puis la bergerie de Tantak ; Flandrin, Gallier, Lavalard, Viseur, dont la part fut grande dans l'amélioration de la race boulonnaise, etc. . . Ce fut encore, dans certaines régions, sur l'initiative de vétérinaires zootechniciens clairvoyants, que s'organisa la résistance locale à certaines doctrines de l'administration des Haras, que l'avenir devait infirmer (doctrine du croisement poussé à l'extrême), résistance qui aboutit à la sauvegarde de races locales de grande valeur telles que la Boulonnaise et l'Ardennaise par exemple.

Pour l'espèce bovine : Chabert (1737-1814) ; Grogner (1774-1837), professeur à l'Ecole de Lyon, « dont les Traités d'hygiène et de zootechnie (1^{re} édition en 1833 et 34), sont les premiers ouvrages didactiques sur cette partie des sciences vétérinaires » (Neumann) , Delafond (1805-1861) qui agit si puissamment pour conserver l'intégrité de la race charolaise ; Trélut (1813-90) qui rendit de grands services à l'élevage du bétail franc-comtois ; Festal (1815-66), (élevage du bétail dans la Gironde) ; Lafosse (1816-91), professeur à l'Ecole de Toulouse, qui

fut en 1856, le promoteur d'un des premiers livres généalogiques en France (races gasconne et garonnaise) ; Tisserant (1816-88), professeur à l'Ecole de Lyon (Guide des propriétaires dans le choix, l'entretien et la multiplication des vaches laitières) ; Abadie (1817-88) qui étudia la race parthenaise ; Tanguy (1834-90), qui eut une grande influence sur l'élevage breton ; Bévière, fondateur (1875) de la Société d'élevage du Villard-de-Lans, qui amena cette race à son degré de développement actuel, etc.

Pour l'espèce ovine : Flandrin (1752-96) : « De la pratique de l'éducation des moutons et des moyens de perfectionner la laine » (1791) ; réimprimé en 1793-97 et 1803) ; Gilbert (1757-1800) qui sacrifia à son désir d'améliorer les races françaises par l'introduction du mérinos, sa fortune et sa vie ; Yvart (Auguste) (1798-1893), surnommé le « grand moutonnier de France », le créateur du Dishley-Mérinos, appelé primitivement race d'Alfort, et qui est maintenant une des sources de richesses du bassin parisien, sous le nom de race de l'Ile-de-France ou de Grignon ; Roche-Lubin (1805-53), etc. . .

Citons encore Zundel père, dont l'œuvre en Alsace-Lorraine, a subsisté jusqu'aujourd'hui, et qui fut l'organisateur de l'élevage dans ces provinces après l'annexion : les résultats obtenus sont admirables.

On pourrait presque dire que, dans l'histoire de l'amélioration de chacune des grandes races françaises, on retrouve la trace profonde du passage d'un vétérinaire.

Les vétérinaires militaires furent et sont encore, aux colonies, les premiers à organiser l'élevage ; ils sont ensuite remplacés par une administration civile, toute vétérinaire aussi. L'armée elle-même, pour l'élevage de ses jeunes, s'adresse à nos confrères, qui dirigent les annexes de remonte,.

Parmi nos contemporains, beaucoup de vétérinaires sont lauréats de l'Académie d'agriculture pour des ouvra-

ges sur l'élevage ou les industries animales et un certain nombre sont membres de cette compagnie.

Presque toutes, pour ne pas dire toutes les écoles d'agriculture qui enseignent la zootechnie, confient ce cours à un vétérinaire et certaines furent dirigées ou le sont encore par nos confrères. Les trois grandes écoles nationales de Grignon, Rennes et Montpellier, ne dérogent pas à cette règle, non plus que l'Institut d'agronomie coloniale. Certains même de nos confrères ont eu l'honneur de les diriger. Dans les départements possédant une école d'agriculture d'hiver et une école ménagère, il en est encore de même.

Le président de l'Office national d'élevage (Groupelement des Sociétés d'élevage, Herd-Books, Stud-Books et clubs avicoles, pour l'expansion des races françaises) est l'un de nos éminents maîtres, professeur de zootechnie des Ecoles d'Alfort et de Grignon, disciple de Baron, et dont l'autorité est incontestée en zootechnie, en France et à l'étranger : il a été prié par la Société rurale de la République Argentine, de se rendre dans ce grand pays d'élevage pour constituer, seul, le jury chargé de juger et primer le bétail et les chevaux de races françaises ; et les journaux argentins ont rendu compte de ses opérations, en des termes extrêmement élogieux. Suivant l'exemple du maître, la plupart des vétérinaires sont affiliés aux associations agricoles, sociétés ou syndicats d'élevage, et beaucoup d'entre eux en sont présidents, vice-présidents ou secrétaires. Il en est ainsi, par exemple, pour ne citer que quelques sociétés parmi les principales, à la Société du cheval de trait augeron, au Stud-Book du cheval de trait du Nord, à la Société du concours, foire agricole de Caen, au Stud-Book de l'Auxois, à l'Union des Sociétés agricoles du Jura, à la Commission technique chevaline de la Société d'agriculture des Côtes-du-Nord, à la Société d'Agriculture de Dijon, à la Société des Agriculteurs et à l'Office agricole de l'Oise.

Dans certains départements, tels que la Côte-d'Or, la Meurthe-et-Moselle, les Côtes-du-Nord, l'élevage est ainsi presque entièrement sous le contrôle direct des vétérinaires et les noms de certains confrères éveillent toujours chez le cultivateur de ces contrées, l'idée d'une question d'élevage ou d'hygiène rurale.

Ainsi, on le voit, partout, l'élevage et les vétérinaires collaborent de façon intime, et on peut le dire, efficace. Par suite, il arrive assez souvent que certains de nos confrères reçoivent une distinction, non au titre de vétérinaire, mais en raison du rôle joué dans l'élevage de leur région. Il nous serait aisé d'en citer des exemples récents dans l'Oise et la Côte-d'Or, le Jura, par exemple.

Nous constaterons, pour la question du lait, que le premier cours officiel complet sur le lait, fut professé, à l'Institut Pasteur, par un vétérinaire, le prof. Porcher, de l'Ecole vétérinaire de Lyon et que le délégué du Conseil municipal de Paris, qui l'avait organisé, était un vétérinaire, vice-président de la Ligue du lait, M. Roëland. Il n'y a pas eu là qu'une simple coïncidence. La première et la plus importante des revues ayant le lait pour objet, est dirigée par un vétérinaire. Et ce n'est pas seulement en France que l'on estime à sa valeur la compétence des vétérinaires dans les questions de laiterie : le Comité de l'exposition internationale de l'industrie laitière de novembre 1924, à Milan, est présidé par un des nôtres, le prof. Gorini ; la République Argentine, grande nation laitière, a demandé au prof. Porcher, d'aller faire par-delà l'Océan une tournée de conférences, rééditer son cours et donner son impression et ses indications sur l'industrie laitière de ce pays. Ce voyage, au cours duquel le conférencier justifia, une fois de plus, sa grande renommée, eut un énorme succès.

La compétence des vétérinaires étant prouvée, offrent-ils, par les résultats qu'ils ont obtenus dans la sphère

médicale, où ils se sont trouvés cantonnés jusqu'ici, des garanties suffisantes pour qu'on puisse leur confier cette œuvre, d'un intérêt général si pressant, de l'amélioration de la production animale ? Il est facile de montrer qu'ils justifient une telle confiance : parmi les maladies banales, nous avons déjà expliqué qu'ils étaient parvenus, par leurs conseils hygiéniques, à faire disparaître ou diminuer un grand nombre d'entre elles. « Grâce aux efforts coordonnés de l'administration de l'Agriculture et des vétérinaires, dit M. Paul Feuga, maire de Toulouse, à l'ouverture du Congrès vétérinaire de 1922, certaines maladies contagieuses qui, autrefois, déferlaient par grandes vagues sur le cheptel, et dont quelques-unes étaient transmissibles à l'homme, ne sont plus que des souvenirs. » Nous signalerons, par exemple, que la morve, autrefois fréquente, était presque disparue de France, avant la guerre, que la rage avait considérablement diminué : sa recrudescence pendant la guerre ne fit qu'illustrer de façon saisissante, le rôle protecteur du service sanitaire désorganisé par la mobilisation. Pour la tuberculose, nous citerons un extrait du rapport général de 1922, du Directeur des services vétérinaires du Nord. « A l'heure actuelle, en dépit d'une législation, dont nous souhaitons et attendons la refonte dans un avenir prochain, mais qui, pour l'instant, est notoirement insuffisante et incapable de nous permettre de mener à bonne fin la lutte contre la tuberculose bovine, il n'est pas téméraire d'affirmer que nous sommes arrivés à écarter de notre cheptel le danger que lui avait fait courir, pendant les deux premières années qui ont suivi la guerre, le nombre considérable d'animaux tuberculeux que nous avons regus alors. Or, il n'est pas douteux que ces résultats, si modestes qu'ils soient, sont dus, pour une très large part, à la réorganisation rapide et maintenant complète, de nos services d'inspection des viandes dans les abattoirs publics et dans les tueries particulières. »

Dans un rapport au Comité des épizooties, le 26 novembre 1923, sur la prophylaxie des tuberculoses animales, M. Leclainche, inspecteur général au Ministère de l'Agriculture, s'exprime dans des termes analogues. Les mesures sanitaires nous ont épargné la peste bovine à la suite de la guerre de 1914. Enfin, combien de fois notre influence persuasive n'est-elle par arrivée à faire accepter librement à un cultivateur récalcitrant, les mesures sanitaires qu'il aurait transgressées le plus possible, sans cela.

Si l'on juge le corps des vétérinaires aux résultats obtenus dans leurs fonctions médicales, on peut donc leur faire confiance dans l'exercice des fonctions non médicales que leur instruction spécialisée leur permet d'assumer.

Or, le corps vétérinaire est organisé officiellement : les vétérinaires ruraux, pour la plupart, vétérinaires sanitaires, sont, au point de vue administratif et pour certaines maladies contagieuses prévues par la loi, placés sous le contrôle des directeurs des services vétérinaires départementaux, eux-mêmes groupés par régions sous la direction des inspecteurs sanitaires du ministère de l'Agriculture, dont un inspecteur général. Il suffirait de donner à ces cadres des directives hygiéniques et zootechniques pour les utiliser au mieux des intérêts de l'élevage.

Le vétérinaire, éducateur du consommateur. — Si nous devons éduquer le producteur, nous lui devons, à lui, indûment accusé de créer la « vie chère », d'éduquer le citadin. Il est possible, par la presse, par des conférences, dans la conversation courante, pour ne négliger aucun moyen, de montrer au citadin, complètement étranger aux choses de la campagne, ce qu'est le labeur assidu, opiniâtre et permanent du paysan, et comment il est souvent mal récompensé, à la merci des éléments, d'une épidémie ou d'un accident. La viande, le pain, le sucre, denrées de première nécessité, du producteur paysan au consommateur de la ville, passent par des intermédiaires,

parfois peu scrupuleux, et acquièrent en chemin des prix souvent effrayants pour l'acheteur, mais qui ne laissent, malgré tout, au producteur, qu'un bénéfice non en rapport avec le dernier prix de vente. Un grand quotidien donnait, l'an dernier, les chiffres suivants : les prix de la viande sur pied ne se sont jamais beaucoup écartés de 3 fr. 25 à 3 fr. 50 le kgr. pour le bœuf, et les détaillants l'ont toujours vendu au prix net et moyen de 9 fr. à 12 fr. le kgr. Un bœuf normal de 580 kgr. à 600 kgr., fournit en moyenne, 300 kgr. de viande nette et il est payé environ 2.000 fr. à l'éleveur, dont le détaillant pourra, au prix moyen de 10 fr. 50, tirer 3.300 fr. M. Queuille a montré la hausse énorme des fonds de boucherie, qui n'est pas sans agir sur le prix de la viande : en 23 ans, des fonds de boucherie sont passés de 12.000 à 150.000 fr. ; de 1.500 à 25.000 fr. ; en 9 ans, de 2.000 à 40.000 fr. ; en 16 ans, de 5.500 à 55.000 fr. ; en 11 ans de 2.000 à 44.500 fr. Le lait, payé 0 fr. 55 par le ramasseur, est vendu 1 fr. à 1 fr. 10 par le crémier. C'est, du reste, encore, un aliment économique, puisque la matière sèche du lait revient à 8 fr. le kilogr., alors que celle de la viande coûte 16 fr. (Monvoisin). La consommation en nature en obtient du reste de moins en moins (32.1 % en 1913, 25.8 % en 1923), la vente pour la fabrication du beurre et du fromage rapportant davantage : 0 fr. 80 à 1 fr. 20 au lieu de 0 fr. 62 (MM. Girard et Jonot). Si l'on veut du lait, il faut le payer et le consommateur doit en être averti : la France est, du reste, un des pays où le lait est vendu le moins cher. M. Herriot a déclaré lui-même que les reproches dont on accable les producteurs, sont à adresser aux intermédiaires et que l'agriculture se trouve être la moins protégée des industries (cité par M. Henri Girard, dans la *Gazette du Village*). Et il faut faire comprendre au consommateur aveuglé, que si le cultivateur n'avait pas la perspective légitime d'un gain convenable, la culture serait entièrement délaissée,

les hauts salaires de l'usine raréfiant de plus en plus la main-d'œuvre agricole. Il faut, du reste, ajouter que nombreux sont, dans nos campagnes, ceux qui désertent ce métier où l'on doit engager aujourd'hui, de gros capitaux, et où l'on n'a pas, comme dans l'industrie, les satisfactions et les distractions de la ville. M. Caziot, dans une étude sur la richesse agricole, a réduit par des chiffres officiels, à leur juste proportion, les bénéfices agricoles actuels, et a montré qu'ils sont dus uniquement au travail personnel de l'exploitant et à la modestie de son train de vie. Heureusement, l'immigration belge profite largement de ce dépeuplement des campagnes et certains de nos villages deviennent de véritables colonies wallonnes ou flamandes.

Le vétérinaire et l'assurance mortalité. — Pour permettre au cultivateur de porter tous ses moyens, tous ses efforts, vers l'amélioration de son exploitation, nous devons essayer de limiter les pertes animales indépendantes de sa volonté, par l'assurance-mortalité. Par suite des mécomptes éprouvés, il y a une trentaine d'années, lorsque débutèrent les premières organisations de ce genre, beaucoup de cultivateurs sont encore réfractaires à l'assurance et il est nécessaire de les éclairer sur ce point et de leur montrer leur intérêt, pour arriver à les faire se prémunir contre ces pertes inévitables. D'autres n'en voient pas l'utilité par indifférence, routine ou confiance dans le destin : jusqu'ici, ils n'ont pas éprouvé de pertes sérieuses et ils espèrent qu'il en sera toujours de même : dans ces conditions, pourquoi s'assurer ? Or, le vétérinaire est placé d'une façon toute particulière pour faire accepter le principe de l'assurance que beaucoup ignorent encore ou même considèrent comme mauvais. Il peut choisir le moment opportun pour suggérer cette idée, à la suite de la perte d'un animal, par exemple : il la laissera germer et se développer, et lorsqu'elle

aura été mûrement réfléchi, il sera encore là pour lever des doutes tenaces, donner les dernières explications nécessaires à la réalisation, et faire apprécier les avantages de telle ou telle combinaison. Nombreux sont ceux de nos confrères qui sont membres des mutuelles régionales. Dans ces associations, nos services sont fort appréciés et notre contrôle purement hygiénique, utilisé d'une façon très suivie, lorsque l'on veut faire baisser le taux d'une mortalité anormalement élevée.

La compétence du vétérinaire, en matière d'assurance, est garantie par les rapports qu'il entretient nécessairement, soit avec les mutuelles régionales, soit avec les compagnies. Il est d'ailleurs spécialement instruit de ces questions, dès l'Ecole, puisqu'on y a introduit l'usage de conférences faites par des praticiens sur des sujets de pratique courante. Il serait évidemment désirable qu'une assurance d'État vînt remplacer les compagnies et mutuelles, en établissant un taux minimum unique, et dont le vétérinaire serait naturellement le contrôleur nécessaire.

Action vulgarisatrice.— Par des conférences, accompagnées au besoin de projections, par des articles de vulgarisation hygiénique et zootechnique, appropriés aux moyens de l'élevage de chaque région, dans la presse agricole locale, le vétérinaire, officiellement reconnu comme « moniteur d'élevage », pourra prolonger son action bienfaisante.

Education zootechnique des fils de cultivateurs. Développement et maintien des vocations paysannes.— Enfin, le vétérinaire, tel que nous le concevons, devra ajouter à son rôle d'éducateur du paysan, celui d'éducateur des fils de celui-ci et voici comment : dans beaucoup d'établissements d'enseignement secondaire ou primaire supérieur, il existe un cours d'une durée de 2-3 ans, spécialement destiné aux enfants d'agriculteurs

aisés ; un certain nombre de ceux-ci, en effet, désirent faire acquérir à leurs fils, une instruction d'un degré un peu supérieur à celui de l'école primaire, sans les éloigner beaucoup et estiment en outre que ces fils devront bénéficier d'un contact plus ou moins prolongé avec de petits citadins. Or, dans ces établissements, l'agriculteur et tout ce qui touche à la terre ne sont pas toujours traités avec toute la déférence qui leur est due. Les cours y sont faits par des professeurs qui ne connaissent généralement du cultivateur que le lait, le beurre et les œufs qu'on vend toujours trop cher à leur gré. Enfin, parfois imbus de la supériorité qu'ils se croient conférés par leurs titres universitaires, sur l'agriculteur et ses représentants, ils tendront toujours, à leur insu même, à détourner l'enfant de la campagne, de sa vocation naturelle. Le fait se produit parfois à l'école primaire et sera plus accentué encore au collège, où le petit paysan est un peu égaré, dans une atmosphère étrangère, où ses petits camarades ne se gênent pas pour le plaisanter sur beaucoup de choses qui lui tiennent au cœur. Quelle amertume ne ressent-il pas, lorsqu'on le traite, parfois, avec une nuance de mépris, et toujours avec raillerie, de « paysan », ce mot qu'on ne devrait employer qu'en lui donnant « la plénitude de sa force et une éminente noblesse, celle de notre terre elle-même, forme et figure, fondement et substance de la patrie ». (D^r Labat, *L'Ame paysanne*, p. 251). Et l'enfant en vient naturellement à dédaigner les siens qu'il a laissés aux champs. « L'écolier est déjà un petit parvenu de la science : il témoigne du dédain à ceux qui ne sont pas savants comme lui. La douzaine de livres qu'il traîne dans son sac lui donne des sentiments suspects pour ses parents et leur métier ». (*Id.*, p. 170). Il faut encore, comme aux parents, savoir parler à l'enfant paysan : le maître marquera « qu'il y a entre l'école et la métairie, une sensibilité commune ... dont l'expression elle-même devra toujours garder un caractère

un peu paysan. Les moindres nuances sont précieuses, quand on veut prendre l'âme de l'enfant. » (*Id.*). Et il faut multiplier les points de contact avec la terre, chez l'enfant de la campagne, exilé en ville ; il faut des cours sur l'agriculture proprement dite, il en faut également sur les animaux de la ferme, et professés par des hommes en contact avec le paysan, qui le connaissent, l'apprécient et sauront le faire admirer et apprécier de ses fils : « l'appel à notre âme (*vocare*, vocation) est une admiration qui considère au début le métier, non dans sa forme abstraite, mais sous les traits de celui qui le représente supérieurement à nos yeux. » (*Id.*). Il faut que le petit paysan sache en quelle estime sont tenus les siens chez un grand peuple comme les Etats-Unis et l'enfant aura alors une haute idée de son niveau social : « Plus de 8 millions de Français sont de petits cultivateurs, propriétaires du sol. Ils aiment leur foyer, ils sont économes. En dépit du fait que 1.400.000 de leurs jeunes fils sont morts et 700.000 autres sont devenus des infirmes, ils ont fait face à tous leurs travaux ; leur sol est entretenu et cultivé. Pour obtenir ce résultat, ils ont travaillé jusqu'à la limite de leur résistance physique, sans ménager leur temps, sans compter leurs heures de travail », disait récemment à New-York, M. Myron T. Herrick, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, en appréciant l'effort paysan français d'après-guerre ; « ils avancement, ajoute-t-il, avec le même grand courage qu'après 1870. » Et ces cours devront avoir pour illustrations fréquentes, des promenades dans des exploitations bien tenues. « Loin des labours, on ne crée pas artificiellement une vocation paysanne, pas plus qu'on ne l'y cultive. Il lui faut les vaches, les poules, les pigeons, les oies, la moisson et les vendanges, sous la splendeur du soleil, glorieux témoin de si belles choses. Séparée de la terre, comme Antée, quand il ne la touchait plus, la vocation perd sa force, languit et bientôt s'éteint. » Le vétérinaire qui coudoie

chaque jour le paysan, et connaît son labeur et sa peine, n'est-il pas tout désigné pour faire ces conférences et les étayer chaque semaine par une démonstration pratique à la ferme même, chez un de ses clients qui sera heureux de mettre son étable à sa disposition et de le seconder dans son rôle d'éducateur ? La question est importante et notre avenir agricole s'y trouve engagé, à une époque où les campagnes se dépeuplent avec une rapidité effrayante : les efforts de tous sont nécessaires pour retenir à la terre le plus de vocations possible ; ayant ainsi en mains, des moyens modernes d'avoir, par leur travail, une vie large pour eux et leurs familles, les jeunes se fixeraient plus facilement au sol, poussés par leur intérêt même.

Conçus dans un esprit tout à fait local, ces cours seraient comme une extension de l'école d'agriculture d'hiver, si utile, mais ne s'adressant qu'à un nombre forcément restreint d'élèves. Voici le plan qui nous paraît le meilleur et qui est, du reste celui des anciens cours d'hygiène. Dans chaque espèce animale, nous étudierions : races courantes avec leurs avantages respectifs ; milieu où ils vivent (habitations) et objet mis en contact avec eux ; reproduction, alimentation, utilisation, exploitation. Le lait ferait l'objet d'un chapitre spécial de l'espèce bovine, ainsi que l'assurance-bétail avec les avantages des mutuelles. Un aperçu général des maladies et des premiers soins serait également donné pour chaque espèce. Après avoir étudié chacune d'elles, nous ferions une démonstration sur place, dans une exploitation appropriée.

Ainsi, par ses attaches rurales, le vétérinaire pourrait compenser un peu l'influence des professeurs universitaires s'exerçant généralement dans un sens défavorable aux vocations paysannes : pour infuser aux enfants, l'amour de la terre, il faut avoir soi-même l'âme paysanne.

Ces cours sont la préface nécessaire à l'éducation du paysan en matière de production animale. Ils le prépareraient à exercer son dur métier, dans les meilleures condi-

tions pour lui et le consommateur, à réduire ses pertes au minimum, et ils contribueront à conserver intacte ou renforceront la vocation que tout enfant de la campagne porte en lui et doit réaliser, si on veut bien l'y aider en neutralisant les influences contraires.

Des conférences sur la production animale et l'hygiène vétérinaire pourraient être faites aussi avec profit dans les écoles normales d'instituteurs, pour ceux qui enseigneront l'agriculture dans leurs écoles primaires.

Le vétérinaire, conseiller technique d'élevage. —

La nécessité de l'éducation du cultivateur au point de vue de la production animale étant indiscutable, nous croyons avoir montré que, par sa compétence, par sa fréquente présence auprès du paysan, par la confiance qu'il lui inspire, par sa connaissance de la mentalité paysanne, le vétérinaire apparaît comme l'unique conseiller d'hygiène et de zootechnie possible : il saura et pourra choisir le moment opportun pour indiquer une réforme, faire sur place les démonstrations nécessaires, obtenir par une répétition prolongée, les améliorations indispensables. Il indiquera les sujets de choix, les sujets de concours, que l'éleveur hésite parfois à reconnaître par timidité ou ignorance. Connaissant chacun de ses clients en particulier, il saura, mieux que quiconque, dans telle circonstance, faire appel à tel sentiment chez l'un, à tel autre, chez un autre, avec le maximum de chances de succès. Il sera le conseiller obligatoire des établissements d'élevage départementaux ou nationaux. Il contribuera à la tenue des livres généalogiques, par le contrôle des naissances et procédera à la marque des animaux inscrits, comme cela se fait, du reste, déjà, à la Société hippique percheronne. Seul, d'autre part, il pourra faire la propagande nécessaire à la généralisation du contrôle laitier : faire comprendre et accepter, puis assurer économiquement ce contrôle qui doit être effectué partout

pour être tout à fait efficace : la taxe actuelle de 10 fr. par tête pourra être assez sensiblement réduite, le vétérinaire contrôlant au cours des déplacements nécessités par la partie médicale de sa profession, ces déplacements étant du reste bien diminués par la généralisation du contrôle. Il est même permis de dire que le vétérinaire, au bout d'un certain temps, pourra réduire ses opérations à une simple surveillance, le contrôle pouvant être effectué par les éleveurs eux-mêmes, comme en Suisse et dans le Doubs. Il collaborera à la catégorisation des laits, vers laquelle on tend aujourd'hui de plus en plus (décret sur le lait du 25 mars 1924). Il éclairera le cultivateur sur les questions d'assurances-mortalité, d'une part lui montrant l'avantage de ces créations, d'autre part, sauvegardant les intérêts de la mutualité, par les conseils de son expérience, en matière de conservation du bétail. Il sera tout désigné pour devenir l'intermédiaire entre l'Etat et l'assuré, si le monopole de l'assurance obligatoire aux mains de l'Etat se réalise un jour, comme un certain nombre de parlementaires l'ont récemment demandé (proposition de loi de M. Jules Nadi, député de la Drôme, 1924). Il fera partie, de droit, des commissions chargées de l'examen des reproducteurs (étalons, taureaux, etc.) et des jurys de concours.

Secondairement, il collaborera à l'enseignement agricole, dans les centres où il existe, fera des conférences sur les sujets de sa compétence, dans les agglomérations rurales. Il pourra faire, dans les régions de laiterie, des cours pratiques au personnel préposé à la traite, comme cela se passe à l'Association bernoise des Sociétés de laiterie et fromagerie. Il pourra, par le même moyen, contribuer à l'éducation du consommateur, au point de vue économique et même hygiénique. Des articles de vulgarisation pourront être donnés par lui, à la presse agricole locale, ce qui se fait, du reste, déjà, dans bien des régions.

La surveillance sanitaire des animaux ne pouvant être

assurée que par le vétérinaire, tout naturellement celles de l'hygiène des étables et de la récolte du lait doivent lui être confiées et ne sauraient être séparées de la première. Les questions zootechniques, y compris le contrôle laitier, si intimement liées à l'hygiène générale, ne sauraient, sans inconvénient, en être dissociées, dans les indications que donnera le conseiller d'élevage. Il est donc indispensable, dans l'intérêt du producteur et du consommateur, que le premier puisse trouver dans le même conseiller l'appui et les renseignements qui lui sont nécessaires, raison majeure que rien ne saurait ébranler, qui plaide en faveur de l'attribution au vétérinaire, compétent à tous ces points de vue, du rôle de conseiller immédiat d'élevage du cultivateur. Le vétérinaire possède ce qu'il faut pour être et doit être « architecte pour la construction de la machine animale, par ses connaissances zootechniques, ingénieur dans son utilisation et pour en obtenir les rendements optima, par ses connaissances en hygiène et en alimentation rationnelle, médecin pour sa conservation, administrateur pour son remboursement en cas de destruction » (Gail).

« Comme on s'est trop longtemps habitué, dit le Dr Chauveau, à ne les (les vétérinaires) considérer que comme de simples réparateurs des machines animales, on a oublié, sans doute, les autres raisons qui les qualifient pour remplir un rôle beaucoup plus important. »

Le vétérinaire est ainsi, à nos yeux, la cheville ouvrière, l'organe primaire nécessaire et impossible à remplacer par quiconque, d'une organisation rationnelle de l'élevage. Il exerce déjà en beaucoup de régions ce rôle d'éducateur, nous l'avons vu, et sa reconnaissance officielle ne serait en somme que la confirmation d'un état de fait ; mais elle lui conférerait une autorité utile et féconde.

Centralisation administrative de l'élevage. — La réalisation du contrôle de la production animale avec les

vétérinaires aurait en outre, le grand avantage de donner, administrativement, à cette branche de la production agricole, une cohésion qui lui fait actuellement défaut et, partant, un rendement meilleur. Au ministère de l'agriculture, en effet, « constitué depuis 1881, dit le Dr Chauveau, de bribes et de morceaux », la production animale et ses annexes inséparables sont rattachées à trois directions différentes : agriculture, haras, services sanitaires ; d'où le manque d'unité, les battements inévitables dus à l'absence de vues d'ensemble et à l'étanchéité des cloisons qui séparent ces différents services. « Car, dit le même auteur, si étroite que soit devenue l'association de l'agriculture et de l'animaliculture, elle ne saurait effacer la différence foncière de leurs méthodes d'investigations et de leurs techniques. Si les autels se touchent, les rites sont différents et ne sauraient être fixés et interprétés par la même autorité. C'est là une confusion que n'a pas su éviter notre organisation administrative de l'agriculture. » Cette organisation méconnaît absolument « le sens symbolique de l'image employée par Sully : labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France ; elle confond dans ses soins et dans sa vigilance, ce qui devrait être tenu séparé : la production végétale et la production animale, agriculture et animaliculture, labourage et pâturage. » Un même bureau (le 3^e), relevant de la direction de l'agriculture, doit s'occuper par exemple, des besognes les plus diverses : offices agricoles départementaux et régionaux ; application de la loi sur l'intensification de la production agricole ; concours généraux et d'animaux reproducteurs ; concours d'horticulture, de petites cultures, de spécialités et divers ; subventions et médailles aux associations agricoles ; syndicats d'élevage ; culture mécanique et matériel agricole ; concours d'essai d'appareils et subventions ; primes pour différentes cultures ; secours pour pertes et événements malheureux ; missions ; congrès et expositions intéressant l'agriculture,

etc... Est-il possible au personnel forcément restreint de ce bureau d'approfondir même quelques-unes de ces questions d'ordres si différents, et de s'y spécialiser sans négliger le reste ? Avec le Dr Chauveau, nous répondrons par la négative et c'est évident. Dans un autre bureau de la même direction (Office de renseignements agricoles, 1^{re} section), au milieu de nombreuses autres rubriques elles-mêmes importantes, mais absolument différentes (conservation, transformation et utilisation des produits de l'agriculture et de l'industrie agricole ; affaires contentieuses relatives au commerce des produits agricoles ; questions économiques, douanières, fiscales, conventions et traités internationaux intéressant l'agriculture ; propriétés foncières et modes d'exploitation du sol ; inspection phytopathologique, etc...), on voit pouz ainsi dire perdue, la rubrique suivante si importante au point de vue de l'amélioration du bétail : mesures propres à améliorer la production animale et végétale ; sélection, livres généalogiques et zootechniques, services des épiphyties, comité des épiphyties. On n'a même pas séparé l'étude des mesures propres à améliorer les deux productions animale et végétale. Est-il un exemple plus probant de la confusion qui règne dans l'étude de ces questions agricoles où manque la spécialisation la plus élémentaire, si nécessaire et si utile au bien public ? La division du travail est une des bases de toute organisation à grand rendement.

Une direction de la production animale pourrait centraliser tout ce qui se rapporte à cette branche de l'activité rurale : production, exploitation, hygiène des animaux, livres généalogiques, production du lait et de la viande, contrôle laitier, beurrier, syndicats d'élevage, concours d'animaux, primes et subventions, épizooties, services sanitaires, inspection des viandes, contrôle des sérums et vaccins, assurances-mortalité et assurances contre la saisie à l'abatage, équarrissage.

Les haras deviendraient une division de cette direction du ministère et l'action du vétérinaire rural prolongerait utilement en campagne celle de cette administration, dont les membres sont trop loin de l'éleveur et dont les décisions, lors de la révision des étalons, restent trop souvent inexploitées pour ce dernier.

Direction départementale de l'élevage. --- Etant maintenant admis que le vétérinaire rural devient conseiller technique d'élevage, il faut lui donner des directives permettant d'orienter son influence dans un sens précis, et centraliser, d'autre part, tout ce qui se rapporte à l'élevage, dans le cercle départemental. Or, ces indications ne peuvent lui être fournies que par son supérieur administratif normal, le Directeur des services vétérinaires départementaux, auquel, du reste, l'arrêté ministériel du 20 janvier 1925, impose expressément des épreuves de concours comportant, entre autres matières, l'économie rurale, la production et la conservation des animaux, les industries animales (art. 3). Et cette opinion nous amène à examiner, au point de vue très spécial de l'élevage, les situations respectives du directeur des services vétérinaires et du directeur des services agricoles :

1° *Compétence.* — « Si les directeurs des services agricoles connaissent fort bien l'élevage, dit le Dr Chauveau, on ne peut tout de même pas dire qu'ils en sont des spécialistes. » En effet, deux ans d'études partagées, à l'Institut agronomique ou dans une école nationale, entre la production animale et la production végétale, ne peuvent avoir le même résultat que les quatre années consacrées exclusivement à toutes les questions concernant l'animaliculture (production normale, élevage, hygiène, pathologie, etc...), dans les écoles vétérinaires. De plus, comme le dit le Pr Vallée, « l'hygiène et la médecine sont les assises mêmes sur lesquelles doit se fonder l'animaliculture, si elle entend être rationnelle et prospère. » Si

les connaissances de l'agronome en hygiène peuvent être assez étendues, celles qu'il a en médecine sont forcément très restreintes.

2^o *Action sur l'éleveur.* — Le directeur des services agricoles est isolé au milieu des cultivateurs, « placé assez loin d'eux et sans liaison intermédiaire » (Dr Chauveau). Sa tâche d'éducateur agricole proprement dit est déjà bien ardue. Ses conférences, forcément très espacées, dans quelques centres seulement du département, ne peuvent attirer qu'un public restreint, celui qu'il connaît déjà par ailleurs, le groupe des lauréats des concours régionaux, le plus souvent, la grosse culture, celle dont l'éducation, sans être complète, est relativement facile à compléter, en tout cas, celle qui a le moins besoin de ses lumières. « Ce n'est pas, en effet, aux exposants habitués des grands concours qu'il faut adresser ces conseils ; ils n'en ont pas besoin. C'est au petit exploitant qu'il importe de les présenter... Il faut porter à la ferme, dans chaque exploitation, les directives appropriées aux disponibilités de l'exploitant et à la valeur du troupeau... C'est sur la terre en friches qu'il faut donner le plus vigoureux labour. Améliorons nos mauvais troupeaux. Agir différemment c'est ressembler par quelque point, aux mauvais maîtres de l'enseignement qui, s'attachant seulement aux élèves les plus doués, en font des sujets d'examen, laissant pour le surplus, l'ensemble de leur classe, en pleine médiocrité. » (J. Beaumont, sénateur, membre de la Commission sénatoriale de l'Agriculture). Sanson, dans ses « Missionnaires du Progrès agricole », dit aussi : « Il faut bien faire attention que, parmi les cultivateurs qui suivent les conférences des professeurs nomades, le plus grand nombre, si ce n'est la totalité, sentent suffisamment l'utilité de l'instruction agricole, pour l'aller puiser dans les livres et les journaux spéciaux, avec plus de fruit que dans des dissertations orales fugitives et pas-

sagères. » Et ainsi, ces conférences, pour être efficaces, supposent « l'initiative de ceux-là mêmes qui en auraient le plus grand besoin. » Le Directeur des services agricoles n'a aucune ramification administrative (et ne peut en avoir d'économiques, sans la création de nouveaux fonctionnaires), lui permettant de renouveler où et quand il le faut, la bonne parole qu'il aura semée trop rarement, hélas ! au cours de ses déplacements. « Il ne suffit pas que les directives de l'élevage soient mises en lumière. La difficulté la plus grande est de vulgariser les données nouvelles qui motivent les changements de méthodes, de les faire pénétrer jusque dans les moindres hameaux, de les faire accepter et mettre en pratique, par la masse des éleveurs. » (Mullie et Fagot). On doit convenir qu'avec la meilleure volonté, le Directeur des Services agricoles ne peut réaliser cela et qu'il ne peut être qu'un conseiller bien intermittent pour l'éleveur « dont il est vraiment bien loin ». Le petit éleveur le connaît peu, et ne mettra en lui qu'une confiance très relative. Or, la bonne parole, pour produire des moissons de résultats, doit être apportée chez le paysan même, par un homme connu de lui, renouvelée souvent, accompagnée de démonstrations sur place, accentuée de suggestions propices à sa réalisation, comme le bon grain, pour germer, doit être travaillé de diverses manières, suivant les époques ; et il ne donnerait qu'une bien maigre récolte si, jeté dans un terrain non préparé, il était ensuite abandonné aux seuls éléments. La parole éducatrice doit toucher le cultivateur chez lui : « tel est le point essentiel et tout à fait primordial » (Sanson). Enfin, le Directeur des services agricoles, dont le prestige aux yeux des petits éleveurs est presque uniquement administratif, ne verra chez eux que ce que ceux-ci, naturellement peu confiants, voudront bien lui laisser voir. Au contraire, le Directeur des services vétérinaires a, pour agir sur l'élevage de sa région, tous les points de contact innombrables dus

aux relations des vétérinaires ruraux avec leur clientèle. Son action, qui serait aussi passagère que celle de son collègue des services agricoles, si elle se bornait aux tournées de conférences, se prolongera aussi souvent et aussi loin qu'il le voudra, par ses instructions aux vétérinaires ruraux, chargés de renouveler ses indications au cours de leurs visites. Le Directeur des services vétérinaires aura, en outre, une connaissance beaucoup plus exacte et approfondie de la situation de l'élevage, par les rapports des vétérinaires ruraux, qui, eux, vont partout. Il saura où devra porter telle indication spéciale, tel encouragement particulier, où il sera nécessaire d'obtenir telle amélioration indispensable.

3° Enfin, le Directeur des Services vétérinaires pourra se consacrer entièrement à la production animale, dont il dirige déjà une des branches, ce que ne peut faire, avec les meilleures intentions, son collègue, des services agricoles. De même, qu'on ne peut exiger du paysan qu'il soit en même temps bon éleveur et bon agriculteur, de même que les régions d'élevage et de culture sont bien distinctes, de même on ne saurait raisonnablement demander à un agronome qu'il consacre une égale et aussi féconde activité à la production animale et à la production végétale. Selon ses goûts et ses dispositions naturelles, il donnera la préférence à l'une et forcément au préjudice de l'autre. M. le sénateur Chauveau s'étonne avec raison que le directeur des Services agricoles puisse suffire à des besognes aussi diverses que celles qu'on lui réclame : production végétale, électrification, machinerie agricole, main-d'œuvre, destruction des animaux nuisibles, assurances-mutuelles, syndicats d'achat, coopératives agricoles, etc. . . . Le rapporteur du budget de l'agriculture à la Chambre des Députés a pu constater en 1924, que la France n'occupe nulle part le rang qu'elle devrait avoir (14^e pour le froment ; 15^e pour le seigle ; 12^e pour l'orge ; 10^e pour l'avoine, le maïs et la betterave,

sucrière ; 21^e pour la pomme de terre) et il en attribue la cause aux progrès insuffisants des méthodes culturales dans notre pays. Cette constatation montre qu'on ne saurait distraire sans inconvénient l'attention des directeurs des services agricoles, du but normal et logique pour lequel ils ont été créés : la mise en valeur du sol et la vulgarisation des méthodes modernes de culture scientifique.

Le principe de la division du travail a, du reste, fait ses preuves, et il ne peut recevoir, ici encore, qu'une application utile à tous. Le Dr Chauveau a résumé d'une manière saisissante, ces constatations : « Directeur des services agricoles : besogne considérable, non spécialistes, quelque connaissance qu'ils aient des affaires d'élevage, très loin des cultivateurs, quelques efforts qu'ils fassent. Services vétérinaires : compétence reconnue, et évidemment placés tout près des agriculteurs, à la porte de l'étable. »

N'y aurait-il pas moyen, du reste, d'utiliser les compétences distinctes de ces fonctionnaires, dans une collaboration réalisée de la façon suivante ? Un Comité composé du directeur des services vétérinaires, du directeur des services agricoles, d'un délégué des Haras dans certaines régions, d'un éleveur et d'un architecte, comité passant dans toutes les fermes et examinant sur place les conditions de l'exploitation, donnant des indications sur les possibilités de succès, les améliorations indispensables, etc... Au moyen d'un rapport rédigé par le Directeur des services vétérinaires, il serait alors donné au vétérinaire rural, conseiller technique d'élevage de l'exploitation, des directives, dont il serait chargé d'expliquer le détail et l'application à l'exploitant, en insistant sur les points importants. Ces comités auraient aussi à apprécier et récompenser, non seulement les résultats, mais aussi et dans une proportion aussi forte, les efforts et la bonne volonté. Cette façon de procéder ne serait, du reste, qu'un développement de ce qui fonctionne déjà pour les visites d'étables et de bergeries.

TROISIÈME PARTIE

Vœux exprimés en faveur d'une organisation de l'élevage avec les vétérinaires. Expériences réalisées dans ce sens, en différents pays. Appréciations et résultats.

Ces questions d'élevage sont aujourd'hui de première importance et toutes les collectivités s'en préoccupent. Nous verrons, en examinant les principales manifestations de cet état d'esprit général, que, dans les vœux émis, dans les projets proposés, dans les organisations françaises ou étrangères, en vue d'améliorer l'élevage, le rôle du vétérinaire comme agent de cette amélioration a toujours été largement envisagé (1).

Depuis longtemps, on s'est aperçu que les vétérinaires ne doivent pas se cantonner uniquement, dans leur rôle médical, et qu'il y a place, à côté de ce dernier, pour un rôle d'éducateur et de guide du cultivateur. En 1815, nous dit M. Chéron, Napoléon utilisait les vétérinaires

(1) Certains de ces vœux, se rapportant plus spécialement à la question du « bon lait », ne se rattachent pas directement à notre sujet. Nous les citerons néanmoins, parce qu'ils impliquent nécessairement l'amélioration des conditions d'hygiène générale des étables et de la récolte du lait et l'éducation du producteur à ces différentes points de vue.

comme missionnaires du progrès agricole. En 1845, prévoyant ces fonctions, Dittmer, directeur général de l'agriculture, demande l'élargissement du programme d'économie du bétail et d'économie rurale, dans les écoles vétérinaires. Paganel, secrétaire général du ministère de l'agriculture, présidant une distribution de prix de l'école vétérinaire d'Alfort, en 1846, disait aux jeunes vétérinaires de ne pas oublier « que c'est à l'une des sources les plus riches de l'économie sociale qu'ils doivent appliquer leurs efforts, », qu'ils doivent « arriver à ce magnifique résultat d'éclairer les campagnes et de guider les cultivateurs vers la satisfaction des besoins dont, trop souvent, ils n'ont senti que la pénible étreinte », qu'ils doivent comprendre qu'ils sont « destinés à devenir les instruments actifs et puissants des progrès dont le terme sera l'instruction et le bien-être matériel du peuple ». En 1850, le ministre de l'Agriculture, J.-B. Dumas, à la même solennité, précisait ainsi son point de vue aux élèves : « Vous êtes faits pour répandre, ne l'oubliez pas, ces notions élémentaires d'hygiène, dont l'ignorance cause des pertes si considérables. Propagande utile et féconde dont vous êtes les missionnaires et qui fera pénétrer chez nos cultivateurs les vrais principes de l'éducation du bétail. Ne demeurez pas exclusivement médecins ; rappelez-vous que l'art vétérinaire, pris dans son acception la plus large, n'est pas seulement l'art de guérir, mais encore de bien produire et d'élever sagement les animaux. » En 1858, dans la préface de l'ouvrage de Sanson, « les Missionnaires du progrès agricole », Emile de Girardin écrivait : « La transformation du corps des vétérinaires en missionnaires du progrès agricole est une idée juste et féconde ». De nos jours, M. Boret, alors qu'il était ministre de l'agriculture, voulant en 1919, réorganiser son ministère, fit étudier la division en une sous-direction de la production animale et une autre de la production végétale. A l'inauguration

du buste du prof. Arloing, en 1923, un autre ministre de l'Agriculture, M. Chéron, disait : « Certes, les écoles vétérinaires ne doivent point abandonner leurs traditions. Il faut qu'elles dispensent à leurs élèves de fortes connaissances zootechniques. Mais elles ne doivent pas oublier que, de plus en plus, dans l'exercice de sa profession, le vétérinaire sera le conseiller des agriculteurs. C'est lui qui sera leur guide, non pas seulement dans la guérison des maladies des animaux, mais dans l'hygiène préventive et dans la plupart des manifestations du progrès agricole. Jeunes gens qui m'écoutez, inspirez-vous de l'exemple du prof. Arloing. Ce ne fut pas seulement un grand vétérinaire, il ne donna pas seulement à l'anatomie, à la physiologie, à la pathologie microbienne, le meilleur de sa science, il étendit sa compétence et ses bienfaits à toute l'activité sociale de la cité. De même, quand vous serez sortis d'ici..., vous ne limiterez pas votre action à la pratique professionnelle de la médecine des animaux, vous deviendrez, comme Arloing, de grands éducateurs de l'agriculture française. »

Une étude complète de la question fut faite en 1858, par Sanson, l'un des grands noms de la zootechnie, dans son livre, les « Missionnaires du progrès agricole ». Après avoir démontré la nécessité de nombreuses réformes dans le domaine agricole, il étudie le rôle du vétérinaire, comme éducateur et conseiller de l'agriculteur, rôle favorisé par le contact permanent de ces deux hommes, par l'intimité de leurs relations et la sympathie résultant d'un commerce continu. Il imagine une sorte d'assurance contre la maladie, conclue entre le paysan et le vétérinaire, abonnement, si l'on veut, où le vétérinaire a le plus grand intérêt à maintenir en santé les animaux qui lui sont confiés, puisque ses honoraires se calculent à la tête et non à la maladie. Dans l'esprit de Sanson, ce rôle d'éducateur s'étend à la partie végétale de l'agriculture. L'orientation générale de ce projet est excellente, à cela

près que, depuis 1858, la partie végétale ayant fait, comme la partie animale, du reste, d'immenses progrès, une scission obligatoire et, par suite une spécialisation ont dû se produire : la création et les transformations successives du machinisme agricole, l'étude des terrains, les engrais chimiques, les procédés culturaux modernes ont nécessité la formation de techniciens pour ces nouveaux sujets d'études et les missionnaires du progrès agricole prévus par Sanson, modernisés, sont devenus les conseillers d'hygiène et d'élevage.

En 1921, le Dr Chauveau, sénateur, développait éloquemment à la commission sénatoriale des Finances, la thèse suivante appuyée sur des arguments particulièrement convaincants : frappé par la dispersion des services au ministère de l'agriculture, et par l'illogisme de la répartition des rôles dans les services agricoles et vétérinaires départementaux, M. le sénateur Chauveau proposa d'organiser au ministère une direction agricole avec deux sections : production animale et production végétale. « Il me semble que la conclusion de tout cela est simple à tirer. Il faut réaliser l'unification des services de l'élevage et le centraliser aux mains des compétences évidemment affirmées que sont les vétérinaires. Si on admet une direction de la production agricole, il conviendrait, semble-t-il, d'instituer deux sections, celle de la production animale et celle de la production végétale. » Cette opinion a d'autant plus de valeur qu'elle émane du représentant autorisé d'un des premiers départements, au point de vue de l'agriculture et de l'élevage, la Côte-d'Or, et dont la compétence est reconnue de tous en matière d'exploitation animale. La Commission sénatoriale fit d'ailleurs un accueil des plus flatteurs à ces suggestions, marquant ainsi tout l'intérêt qu'il y aurait à réaliser cette spécialisation logique et si conforme à l'intérêt général.

M. Henry Girard, secrétaire général de la C. N. A. A., éleveur hautement apprécié, disait en 1921, auxvétéri-

naires : « S'il est nécessaire que vous exerciez ces fonctions concernant la salubrité publique, l'hygiène, l'alimentation, je crois que vous avez à côté de cela une place qui vous attacherait de plus en plus les cultivateurs. Cette place, c'est celle de l'homme, qui dit au cultivateur, petit, moyen ou grand, et les grands cultivateurs ont souvent autant besoin de conseils que les petits à ce propos : « Vous avez là, un bien beau taureau, vous devriez le garder et faire l'élevage, au lieu de vendre vos veaux tous jeunes. »

De plus, M. Henry Girard, comme président de la C. G. L. ne conçoit le contrôle laitier généralisé qu'avec les vétérinaires : « Quand des maîtres comme M. Leclainche, M. Dechambre, parlent de l'utilité de constituer des syndicats de contrôle laitier, quand une question comme celle-là, vient à l'ordre du jour de nos sociétés d'agriculture et qu'on sent que de telles organisations peuvent se créer surtout sous les auspices des directeurs des services agricoles, — quelle que soit la sympathie que j'aie pour eux tous et l'amitié qui m'attache à beaucoup d'entre eux — il me paraît absolument impraticable que ces messieurs soient chargés d'organisations qui, pour bien fonctionner, doivent avoir un petit rayon d'action. Prenons, par exemple, mon département, l'Oise ; alors qu'il est absolument impossible à un directeur des services agricoles, siégeant à Beauvais, de venir immédiatement dans le canton de Senlis, pour surveiller ce canton, c'est au contraire le vétérinaire de la région, résidant à Senlis, qui peut très pratiquement passer dans nos fermes, qui y passe déjà et qui devrait être appointé par le syndicat cantonal pour être le contrôleur de lait de la région. »

M. Duchein, sénateur de la Haute-Garonne et directeur d'école d'agriculture, disait, en 1902, au Congrès vétérinaire de Toulouse : « J'ai vécu dans la campagne, pendant trente ans. J'y ai professé l'agriculture. Le monsieur qui passe, qui vient de loin en loin dans le village,

qui donne de vagues directives, n'est pas compris. Il faut quelqu'un qui agisse de façon continue. Et c'est depuis longtemps, qu'au contact des réalités, je me suis dit : « Ce vétérinaire, qui va tous les jours dans les villages, pourrait beaucoup pour le relèvement de notre pays. »

M. le député Louis Proust, membre du Conseil supérieur des Colonies, dit : « Nul n'ignore l'intérêt qu'il y a à développer par tous les moyens notre cheptel colonial. Or, de même que le médecin est l'un des plus qualifiés pour travailler utilement à améliorer la situation sanitaire de la colonie, de même le vétérinaire est le mieux outillé pour répandre dans un pays les bonnes méthodes zootechniques, pour s'efforcer de convertir les incrédules, les routiniers, pour extirper les préjugés et les traditions néfastes. Le vétérinaire aimant son métier, ne manquera pas de surveiller les reproducteurs, de s'intéresser à l'amélioration des races, il groupera les éleveurs, les aidera à établir les bases d'un programme de sélection et d'amélioration du cheptel. Il sera, en un mot, un missionnaire du progrès animal, dans la colonie. »

Au point de vue du lait, tous les auteurs sont maintenant d'accord sur la nécessité du contrôle à la source c'est-à-dire de la surveillance de l'hygiène à l'étable (hygiène des animaux et de la récolte du lait) et de l'éducation du producteur.

A l'inauguration de la journée du lait, en 1922, M. le sénateur Donon émet le vœu que les pouvoirs publics « tolèrent et encouragent la production des laiteries soumises à un contrôle sanitaire, fournissant un lait proprement recueilli, destiné spécialement aux nourrissons et vendu à un prix échappant à toute taxe. » A la suite de cette journée, fut créé un office du lait, dont les statuts tiennent un compte sérieux du « contrôle hygiénique du lait et des moyens de perfectionner les méthodes de récolte et de conservation du lait. »

Une suggestion de M. le sénateur Chauveau indiqué que les Sociétés coopératives de producteurs pourraient jouer un rôle dans cette « croisade pour le bon lait, en recourant aux visites des vétérinaires. »

M. le sénateur Beaumont, membre de la Commission de l'Agriculture, montre également que « la Direction des services vétérinaires départementaux, en liaison avec les services municipaux, semble devoir constituer, sans qu'il y ait besoin de prévoir de nouveaux fonctionnaires, un organisme particulièrement qualifié pour exercer un tel contrôle. L'exploitant, désireux de produire un lait consommable à l'état cru, serait informé par les soins du service des améliorations jugées nécessaires, tant au point de vue de l'agencement des locaux que de leur entretien... C'est par une inspection attentive et assidue des services vétérinaires dont la compétence s'impose à la confiance du public, que nous obtiendrons l'amélioration des méthodes dont l'insuffisance est portée devant l'opinion. »

M. Paul Feuga, maire de Toulouse, disait, en 1922, au Congrès vétérinaire : « Il convient de souhaiter que les pouvoirs publics soient amenés à établir le contrôle de la production du lait par les vétérinaires. N'est-il pas singulier de voir, dans un pays à natalité ralentie, combien on se préoccupe peu de surveiller la production, la récolte et la conservation de l'aliment de la première enfance ? »

A propos de la récolte hygiénique du lait, le préfet de police de la Seine disait dernièrement à la Ligue du Lait : « La propagande ... nécessaire ne pourra être mieux faite que par ceux qui, par leurs fonctions, sont en contact permanent avec les paysans, je veux parler des vétérinaires..... Ils doivent aller dans les fermes, convaincre les paysans, soit individuellement, soit en groupes, par des conférences organisées dans les communes... C'est sur eux surtout que nous comptons. »

Un chimiste, le regretté professeur Adam, disait aussi, en 1906 : « C'est un chimiste qui le reconnaît : le vétérinaire seul peut nous assurer d'avoir du bon lait. »

Enfin, la Ligue du Lait a pour but « d'orienter l'opinion publique vers les réalités de l'hygiène en matière de lait. »

Un certain nombre d'assemblées départementales ou autres, ont émis des vœux se rapportant à l'élevage et au lait, dont nous citerons quelques-uns :

Conseil général de la Haute-Garonne : vœu tendant à ce que le « gouvernement dépose à bref délai un projet de loi rendant obligatoire..... le contrôle du lait, qui doit être exclusivement confié aux vétérinaires. Un conseil des maires dans chaque canton et le vétérinaire sanitaire, sous le contrôle préfectoral, pourront organiser le détail de cette inspection. » (septembre 1923.)

Conseil d'arrondissement de Châteauroux : vœu tendant à ce que : « a) les vaches laitières soient soumises à la visite du vétérinaire sanitaire et tuberculines ; b) les étables, locaux et récipients des marchands laitiers soient soumis à une inspection régulière. » (8 octobre 1923.)

Conseil général de Seine-Inférieure (1922) : dans un vœu sur ce sujet, il est dit : « Considérant que les efforts faits par les Sociétés agricoles de Seine-Inférieure pour développer par le contrôle laitier et la sélection des reproducteurs la production du lait en quantité et qualité nutritive, seraient utilement complétées, dans l'intérêt de la santé publique et de la puériculture, par la mise en œuvre de tous moyens propres à améliorer la salubrité et la bonne conservation de cet aliment, notamment par la vulgarisation de l'hygiène animale et par la pratique de la désinfection des étables... ».

Conseil général de la Côte-d'Or (27 mai 1924) : vœu tendant à ce que « le législateur intervienne de telle manière que les taureaux livrés à la monte publique soient

périodiquement l'objet d'un examen par une Commission spéciale d'éleveurs et de vétérinaires chargés de s'assurer de leur état de santé et de leurs qualités de reproducteurs, cette mesure étant de nature à contribuer puissamment à l'enrichissement du pays en perfectionnant nos races bovines laitières et de boucherie, par l'amélioration des rendements des sujets qui les constituent. »

L'Office français d'élevage a émis un vœu analogue demandant que la loi sur la surveillance sanitaire et zootechnique des laureaux approuvés et autorisés soit votée le plus tôt possible.

Conseil municipal de Paris : délibération du 25 mai 1924 : art. 2 : l'administration est invitée à soumettre au Conseil municipal et au Conseil général un projet de contrôle hygiénique des laits destinés à l'alimentation de l'agglomération parisienne. Ce projet devra s'inspirer des directives suivantes : a) le service vétérinaire de la Seine s'assurera..... que les prescriptions de l'art. 1^{er} sont observées (relatives à l'hygiène des étables, à l'état de santé des vaches, à l'alimentation, à l'état sanitaire et la propreté du personnel, à la propreté des récipients, de la traite, de la conservation du lait) ; il se tiendra en rapports constants avec la direction des services vétérinaires départementaux et enverra sur place des vétérinaires sanitaires de la Seine contrôler l'hygiène des étables et du bétail, la propreté du personnel et de l'outillage. »

Conseil général de la Seine : résolution analogue du 11 juillet 1924.

A la suite de la délibération municipale, la fédération des laiteries coopératives de la région de Paris, tient à faire connaître à la population parisienne qu'elles s'efforcent de réaliser un contrôle rigoureux des étables, et qu'elles exigent de leurs adhérents, une récolte hygiénique des laits.

Le Congrès de la mutualité agricole de Niort, a, en 1921, sur l'intervention de M. Tournan, ancien député du

Gers, émis un vœu tendant à ce que « les Caisses régionales ou départementales de réassurances organisent la prévoyance en matière de mortalité du bétail par la création d'un service de vétérinaires chargés de visiter les étables des sociétaires, en vue notamment de prévenir et d'enrayer les maladies contagieuses. » Il y a dans ce vœu, ajoute M. Mallet en le citant, l'indication très nette que les agriculteurs ont reconnu la nécessité de nous faire intervenir au point de vue des conseils utiles que nous pouvons leur donner.

Les vétérinaires conscients de leur devoir et désireux de mettre leur compétence au service de l'intérêt général, s'associent à ces vœux et demandent, par la voix de leurs associations professionnelles ou de leurs représentants les plus qualifiés, à remplir le rôle qui leur revient naturellement dans l'amélioration et le développement des sources de prospérité du pays. Voici deux des plus importants de ces vœux :

Un vœu du Syndicat central des vétérinaires de France et des Colonies (1922), résumant tous les vœux analogues des différentes sections, demande.....
8° une organisation du contrôle sanitaire du lait avec le concours des vétérinaires ; 11° une organisation de la production agricole, comprenant, à côté de la direction de la production végétale relevant des ingénieurs agronomes, une direction de la production animale, confiée aux vétérinaires départementaux directeurs des services épizootiques. Le président actuel de ce syndicat central, M. Breton, s'est fait, du reste, en toute occasion, le défenseur ardent du « vétérinaire conseiller d'élevage »

Le Directeur des services vétérinaires d'Ille-et-Vilaine, M. Louis, dans son rapport annuel pour 1924, étudiant de très près la question laitière, montre que, pour intensifier la production du lait dans de bonnes conditions, il faut faire, à l'étable, de l'hygiène et de la zootechnie

(amélioration du cheptel par le choix des reproducteurs et la sélection, la recherche des aptitudes laitières du taureau, etc.). Le vétérinaire, conclut M. Louis, est donc tout indiqué comme conseiller technique à la production : « Un plan d'action, dont l'application ferait entrer en jeu, les agents des services vétérinaires, serait profitable à l'intérêt général... »

Il nous faut avouer, du reste, que nous sommes, en France, sur ces questions, fort en retard sur de nombreux pays étrangers, et nous devons même dire, sur nous-mêmes, si nous considérons notre organisation coloniale, où existe des services de l'élevage fonctionnant pour la plus grande prospérité de nos colonies ou protectorats.

Comme suite aux opinions ou vœux énumérés plus haut, nous donnerons un aperçu de ces organisations coloniales ou étrangères, avec une appréciation indépendante sur leurs résultats, quand ce sera possible.

Il existe en Algérie, un service de l'élevage lié au service vétérinaire, et dont la direction est confiée à un vétérinaire, conseiller technique et chef du service. Avec les vétérinaires, ses subordonnés, il s'occupe de toutes les questions zootechniques intéressant la colonie. En Tunisie, nous trouvons aussi, à l'administration centrale, une direction de l'élevage (ayant à sa tête un vétérinaire), dont les attributions sont les suivantes : étude des questions intéressant la production, l'amélioration et la conservation du cheptel tunisien. — Recherches diverses concernant le bétail (alimentation, production du lait, etc.). — Renseignements. — Encouragements à l'élevage du cheval, Stud-Books. — Station de monte. — Commission consultative hippique. — Courses. — Amélioration des races animales domestiques du pays. — Introduction de reproducteurs améliorés. — Animaux de basse-cour, etc... — Epizooties. — Police sanitaire

et hygiène des animaux. Pour permettre l'étude des questions techniques, il a été créé un laboratoire de recherches (Institut Arloing) et une station d'expérimentation zootechnique (Etablissement d'élevage de Sidi-Tabet). Les attributions de la direction de l'enseignement et des services agricoles, montrent, par comparaison, comment ces deux directions peuvent coexister, sans empiéter l'une sur l'autre, sans se gêner, et en donnant, au contraire, par leur spécialisation, des résultats excellents : 1^o Services agricoles : centralisation et vulgarisation de tous renseignements relatifs à l'agriculture. — Encouragements et subventions à l'agriculture. — Etude des questions économiques et fiscales qui l'intéressent. — Centralisation des vœux formulés par la représentation agricole et les associations de colons. — Législation rurale et contentieux agricole : réglementation phylloxérique, contrôle administratif du syndicat des viticulteurs, réglementation de la chasse, protection contre les animaux nuisibles, etc... — Associations, coopératives et Crédit agricole. — Association syndicale d'hydraulique agricole. — Etablissements publics (services techniques). ; 2^o inspection générale de l'agriculture : étude sur place des questions concernant l'agriculture ; agriculture proprement dite, arboriculture et viticulture. — Rapports détaillés sur ces questions. — Champs d'expériences. — Enquêtes agricoles. — Améliorations agricoles : hydraulique et irrigations. — Choix des systèmes de culture et méthodes culturales. — Maladies des végétaux. — Inspection et surveillance du vignoble ; contrôle de la gestion technique du syndicat général obligatoire des viticulteurs. — Visite des végétaux présentés à l'importation par le port de Tunis du 15 octobre au 15 mai. — Lutte contre les sauterelles et conservation du matériel de défense. — Reconnaissance agricole de terrains intéressant la colonisation.

Au Maroc, le service de l'élevage, dirigé par unvétéri-

naire, a pour attributions : étude des questions intéressant la conservation et l'amélioration du cheptel marocain ; encouragements à l'élevage ; primes ; institution et fonctionnement des livres généalogiques (stud-book, herd-book) ; sociétés de courses ; police sanitaire vétérinaire ; recherches diverses concernant les maladies du bétail ; production et distribution des vaccins et sérums.

En Indochine et au Tonkin, en Annam, en Cochinchine, au Cambodge, à Madagascar, il existe un service vétérinaire et zootechnique, dirigé par un vétérinaire et s'occupant de toutes les questions d'élevage.

Après une longue expérience aux colonies de cette organisation de l'élevage avec des techniciens qualifiés, après la constatation de ses avantages, et l'appréciation de résultats considérables, résultats permettant aux colonies de combler les déficits en viande de la métropole (comme c'est le cas de l'Algérie avec ses moutons), il est regrettable que cette métropole tarde tant à organiser des services similaires pour son propre compte. Il est paradoxal que nous en soyons encore à la période coûteuse des essais, des tâtonnements, et des tiraillements inévitables et funestes pour tous, entre deux services, dont les attributions respectives ne sont pas précisées et qui, au lieu de travailler en plein accord, compliquent leur tâche le plus possible.

Nous avons cité plus haut (p. 46), l'opinion, sur ces services coloniaux, d'une personnalité autorisée en matière coloniale, M. le député Proust. Le Dr Bérillon, dans la *Revue de Pathologie comparée*, montre comment les troupes françaises en Tunisie, avec leurs médecins et leurs vétérinaires, possédaient tous les éléments de progrès, et termine en saluant « ces vaillants pionniers, dont les œuvres diverses ont introduit dans ce pays de protectorat les traditions scientifiques de la mère-patrie. Appréciant les résultats obtenus par ces services de l'élevage, le Dr Chauveau dit : « N'avons-nous pas nous-

mêmes adopté une organisation aussi rationnelle dans nos nouvelles colonies ? En Tunisie, il existe, depuis vingt-cinq ans, une direction de l'élevage avec un chef et des agents vétérinaires. Il en est de même au Maroc, où une organisation de même nature a donné des résultats très brillants, en Indochine, à Madagascar, en Afrique occidentale. » Le professeur Dechambre, jugeant un travail d'un vétérinaire colonial, présenté à la Société centrale de médecine vétérinaire, termine en disant : « Lorsque l'on écrira, quelque jour, l'histoire du développement économique de nos colonies, on y réservera certainement une belle page aux vétérinaires. Dans le domaine de la pathologie exotique, leur participation est étendue et légitime ; dans celui de la production animale, élevage, amélioration, extension, étude des débouchés économiques, leur influence n'est pas moins grande et leur attention toujours en éveil. Dans le moment où l'attention de tous est tournée vers notre domaine colonial avec l'espoir et le dessein d'en exploiter enfin toutes les richesses, n'est-il pas opportun, et en même temps agréable, de constater combien est grande, la part d'activité qui revient aux vétérinaires ? »

Parmi les tentatives faites en France, en vue de l'organisation régionale de l'élevage, il convient de citer le comité d'élevage de Seine-et-Oise, qui contrôle la production animale au moyen des livres généalogiques, des concours d'étables, du contrôle laitier et beurrier, des concours de bon lait. Il fait largement appel aux compétences vétérinaires départementales, pour le contrôle sanitaire, le contrôle des naissances, en particulier. Il convient même de remarquer, qu'en matière de contrôle laitier, il n'a fait que reprendre à son compte, avec de nouveaux moyens, l'organisation établie en 1910, sous l'autorité de M. Autrand, alors préfet de Seine-et-Oise, par M. Rennes, directeur des services vétérinaires.

L'Alsace-Lorraine, après son retour à la France, a con-

servé son organisation de l'élevage antérieure à 1919, organisation purement alsacienne, qui fut conçue et appliquée pour la première fois en Alsace, du reste, que les Allemands n'ont fait qu'emprunter, et qui pourrait être considéré, par ses résultats mêmes comme un modèle du genre. Elle fut mise au point par le premier des inspecteurs de l'élevage, le vétérinaire Zundel père et la législation qui la régit date de 1873. Le personnel comprend un vétérinaire inspecteur et des vétérinaires d'arrondissement. Parmi les attributions du service sont les suivantes :

Contrôle du lait : le contrôle est effectif et les prescriptions qui y sont relatives, sont observées. La tenue des vacheries, l'installation des laiteries, le transport du lait, font l'objet de règlements spéciaux.

Contrôle de l'élevage : Avant 1919 « le contrôle de l'élevage était assuré par les vétérinaires d'arrondissement, sous la direction du vétérinaire principal, qui avait, dans ses attributions, le contrôle des animaux reproducteurs, des Sociétés et Syndicats d'élevage, stud et herd-books. Le vétérinaire principal était d'office membre des commissions départementales de revision des étalons et des commissions d'admission aux syndicats de l'élevage du cheval et des concours de poulains et poulinières et commissaire du gouvernement auprès du parlement alsacien-lorrain. Sous l'autorité directe du sous-secrétaire d'Etat de l'agriculture, le vétérinaire principal était chargé de la direction et rédigeait les propositions et rapports concernant les objets suivants :

Importation et exportation d'animaux, de matières et de denrées de provenance animale ; contrôle du marché et du commerce d'animaux ; vaccins et sérums de provenance animale ou d'usage vétérinaire ; inspection des viandes et des produits de provenance animale ; surveillance des abattoirs publics, tueries particulières, boucheries, charcuterie, fabriques de conserves, laiteries

et autres établissements de préparation de produits alimentaires de provenance animale, surveillance des ateliers d'équarrissage et des établissements industriels pour l'utilisation des cadavres d'animaux et des produits de provenance animale ; clos d'enfouissement, personnel et matériel du haras et des stations zootechniques ; contrôle des animaux reproducteurs, sociétés et syndicats d'élevage, stud et herd-books ; assurances contre la mortalité du bétail ; études zootechniques ; contrôle des provendes alimentaires à l'usage des animaux ; personnel des maréchaux ferrants, écoles de maréchalerie ; examen de capacité des maréchaux-ferrants ; rédaction du bulletin du service vétérinaire ; service de matériel, comptabilité. »

« Les vétérinaires d'arrondissement sont, d'office, membres des jurys des concours officiels de bêtes bovines, des commissions de révision des taureaux ; ils font seuls la révision extraordinaire des taureaux, la réception des verrats et des boucs achetés sur les fonds de l'Etat, le contrôle de la tenue des taureaux communaux, celui des registres de saillies. » *Revue des Abattoirs*, octobre 1923.)

M. Leclainche, inspecteur général au ministère de l'Agriculture, apprécie cette organisation, de la façon suivante : « Tel qu'il est constitué, le service vétérinaire d'Alsace et Lorraine représente un modèle d'organisation et il serait profondément regrettable qu'on le modifiât pour y substituer nos propres méthodes. La centralisation de tout ce qui concerne l'industrie animale constitue une évidente nécessité et rien de sérieux ne sera fait chez nous avant qu'elle soit réalisée... L'organisation du service vétérinaire d'Alsace et Lorraine donne entière satisfaction et pourrait servir de modèle à la France. » En transmettant ce rapport au sous-secrétaire d'Etat chargé du service d'Alsace et Lorraine, le ministre de l'Agriculture ajoute qu'il en approuve les conclusions.

On ne peut donc que considérer comme rétrograde, toute mesure qui, bouleversant ces services, tendrait à y introduire notre organisation française, si incomplète et illogique.

Aux Etats-Unis d'Amérique, le Bureau de l'Industrie animale, depuis 1901, contrôle toute la production animale : il comprend onze divisions avec laboratoires spécialisés, toutes dirigées par un vétérinaire : 1° économie ; 2° chimie biologique ; 3° laiterie ; 4° contrôle du hog-cholera ; 5° contrôle des sérums et vaccins ; 6° inspection de l'élevage ; 7° inspection des viandes ; 8° pathologie animale ; 9° destruction des tiques (fièvre du Texas) ; 10° prophylaxie de la tuberculose ; 11° zoologie appliquée. Parmi les résultats obtenus par cet organisme, il faut signaler la création du contrôle laitier, la sélection des taureaux, des recherches sur les bases et la pratique de l'alimentation, le perfectionnement des races chevalines, les règles de la production économique de la viande, la sélection des races de moutons, etc... L'action vulgarisatrice du Bureau de l'Industrie animale, dont la réputation est mondiale, s'exerce au moyen de journaux et de conférences faites par des agents dont la presque totalité sont des vétérinaires. Le Directeur est un vétérinaire depuis la fondation, et il relève directement du ministre de l'Agriculture. (D'après la *Revue générale de médecine vétérinaire*.)

La République Argentine possède une direction de l'élevage et l'on peut juger aux résultats obtenus dans ce pays, grand exportateur de viandes congelées, de ce que peut produire une centralisation des questions zootechniques. On y a certainement apprécié la compétence des vétérinaires en cette matière, puisqu'un vétérinaire d'origine française, Ramon Bidart, fut longtemps titulaire de cette direction.

Le Canada possède également une direction de l'élevage, dont le docteur-vétérinaire Rutherford fut l'émi-

nent directeur général jusqu'en 1912. Le Brésil, la Roumanie ont institué le même organisme sous la direction des mêmes techniciens.

Le Japon a une direction de l'industrie végétale, et une autre de la production animale. Il en est de même en Allemagne, où la direction de l'élevage s'occupe à la fois des équidés et des bovidés.

En Angleterre, on organise l'inspection du bétail, à laquelle on adjoint la tuberculination.

Au Danemark, en Suède, en Hollande, où le rendement du bétail est porté à son maximum, il existe des spécialistes conseillers d'élevage, dont l'action est harmonisée avec celles des associations locales par un conseil supérieur de l'élevage, lequel empêche la dispersion des initiatives isolées.

Ainsi donc, la question préoccupe en France tous les milieux. Nombre d'États ont déjà fait l'expérience d'une organisation spécialisée et, de cette expérience, il est possible de tirer des indications précieuses. Il est temps d'entrer dans l'ère des réalisations.

CONCLUSIONS

En résumé, le vétérinaire est tout indiqué comme conseiller d'élevage pour des :

1° Raisons techniques et professionnelles :

a) Compétence absolue en hygiène, zootechnie, exploitation animale (viande, lait), et reconnue par le paysan lui-même ;

b) Importance primordiale des travaux zootechniques dus à des vétérinaires ;

c) Grande valeur de la collaboration actuelle des vétérinaires avec l'élevage et les éleveurs. — Connaissance de la région, de ses besoins, de ses moyens ;

d) Importance des résultats obtenus par les vétérinaires dans la partie médicale de leur art, permettant de leur faire confiance dans une autre branche de cet art.

2° Raisons psychologiques :

a) Présence fréquente près du cultivateur. Influence continue. Possibilité de la répétition des conseils ;

b) Connaissance de la mentalité paysanne, permettant d'en utiliser certains éléments dans un but de progrès. Origine souvent paysanne du vétérinaire ;

c) Confiance du cultivateur dans un homme qu'il connaît bien et auquel il se livre facilement ;

d) Prolongation fréquente de l'influence d'une famille de vétérinaires, au cours de plusieurs générations.

3^o Raisons de fait :

a) Le vétérinaire est déjà le conseiller zootechnique du cultivateur, mais il n'a aucune directive, et, dépourvu de tout mandat régulier, chacun borne son action à des indications générales auxquelles manque l'autorité d'un appui officiel ;

b) Les vétérinaires ont donné beaucoup d'exemples très appréciés de ce qu'ils peuvent en matière d'élevage, quand ils sont reconnus comme conseillers officiels, dans de nombreux pays étrangers, renommés pour leur agriculture, en Alsace-Lorraine, aux Colonies françaises ;

c) Des cadres pour l'organisation de l'élevage existent déjà comme cadres sanitaires.

Parmi les avantages que présente l'attribution au vétérinaire, du rôle de conseiller d'élevage, sont les suivants :

1^o Il peut réunir dans les mêmes mains, les contrôles sanitaire, hygiénique, zootechnique, du lait, en ne dissociant pas ces différentes questions si intimement liées l'une à l'autre, et au contraire, en les harmonisant pour en obtenir le plus grand rendement. Il peut également centraliser tout ce qui se rapporte à tous les élevages.

2^o Aucune charge budgétaire nouvelle, puisqu'il n'y a pas création de nouveaux fonctionnaires, ce qui deviendrait indispensable, avec tout autre projet.

3^o Minimum de dépense pour le contrôle laitier.

On doit ajouter enfin que l'on perdrait un temps précieux et une force de persuasion considérable, si l'on ne profitait pas de la situation toute faite des vétérinaires auprès des éleveurs, et si l'on établissait le contrôle de l'élevage en dehors d'eux, leur action individuelle, abandonnée à elle-même, pouvant se faire sentir à contre-temps de l'action officielle. « Il y a là une force technique, une puissance d'action incomparables, qu'il importe d'utiliser. » (Dr CHAUVEAU).

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUMONT. — La production hygiénique du lait. (*Echo du sol*, 17 et 24 mai 1924.)
- Pour l'obtention d'un lait propre et sain. (*Echo du sol*, 3 mai 1924.)
- Concours publics et concours d'étables. (*Echo du sol*, 7 juin 1924.)
- D^r CHAUVÉAU. — Ecrits et paroles. Une année de législature, 1922.
- Ecrits et paroles. Une année de législature, 1924.
- Prof. DECHAMBRE. — Les livres généalogiques. (*Recueil de médecine vétérinaire*, 15 mars 1924.)
- DIEUDONNÉ. — Les vétérinaires et la mutualité agricole. (*Id.*, 15 août 1924.)
- DONON. — Comment résoudre le problème du lait. (*Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, novembre 1922.)
- D^r FIESSINGER. — Les maladies des caractères.
- D^r LABAT. — L'âme paysanne.
- LEROY et RENNES. — Rapport sur le fonctionnement du comité départemental d'élevage de Seine-et-Oise.
- LIND. — Contrôle et approvisionnement en lait aux Etats-Unis. (*Le lait*, juillet-septembre 1923.)
- MONSARRAT. — Rapport général pour l'année 1922.
- MULLIE et FAGOT. — L'élevage bovin en Belgique. (*Recueil de médecine vétérinaire*, 15 août, 15 septembre 1918.)
- NEUMANN. — Biographies vétérinaires.
- PORCHEREL. — La race bovine de Villars-de-Lans. (*Bulletin de la Fédération nationale*, août 1923.)
- RENNES. — Le lait qui tue, le lait qui sauve.

ROELAND. — Quelques aperçus sur le lait à Paris. (*Le lait*, juillet-septembre 1923.)

ROUSSEAU. — Les services vétérinaires en Alsace et Lorraine. (*Revue des Abattoirs*, octobre 1923.)

SANSON. — Les missionnaires du progrès agricole.

SYLVESTRE. — Annuaire de l'Agriculture, 1922.

VACHER. — Reconstitution du cheptel français après la guerre.

Vu : *Le Doyen*,
H. ROGER.

Vu : *Le Président*,
P. MÉNÉTRIER.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

